



HAL
open science

Vallée du Ntem (sud Cameroun)

Serge Bahuchet, Olivier Bernard, Daniel Bley, Ronan Boudigou, Stéphanie Carriere, Serge Cogels, Anne Delorme, Edmond Dounias, Eustache Maboul Ebanga, Pie-Claude Ebode, et al.

► **To cite this version:**

Serge Bahuchet, Olivier Bernard, Daniel Bley, Ronan Boudigou, Stéphanie Carriere, et al.. Vallée du Ntem (sud Cameroun). Bahuchet S., de Maret P. (éds.) Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui. Volume III- Région Afrique Centrale, Bruxelles : Avenir des Peuples des Forêts Tropicales, pp. 145-193, pp.145-193, 2001. hal-03126732

HAL Id: hal-03126732

<https://hal.science/hal-03126732>

Submitted on 6 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES PEUPLES DES FORÊTS TROPICALES AUJOURD'HUI

Volume III

RÉGION AFRIQUE CENTRALE

Serge BAHUCHET et Pierre de MARET

Editeurs scientifiques



**Programme
Avenir des Peuples des Forêts Tropicales
Bruxelles - 2000**

II. HORS DES AIRES DE CONSERVATION

Vallée du Ntem (Sud-Cameroun)

Coordinateurs :

Hélène PAGEZY, Stéphanie CARRIÈRE et Serge COGELS

Contributions de :

Serge BAHUCHET**

Olivier BERNARD

Daniel BLEY**

Ronan BOUDIGOU

Stéphanie CARRIÈRE (*)

Serge COGELS (*)

Anne DELORME**

Edmond DOUNIAS**

Eustache MABOUL EBANGA**

Claude EBODE PIE**

Alain FROMENT**

George KOPPERT**

Doyle MCKEY**

Léon MUDUBU KONANDE**

Simon MUKUNA**

Hélène PAGEZY**

Patrick PASQUET**

Hervé RIVIÈRE**

Marie Françoise ROMBI**

Nicole VERNAZZA-LICHT

(*) : *chercheurs juniors APFT.*

(**) *APFT*

1 - LA VALLÉE DU NTEM : LE MILIEU PHYSIQUE

Le fleuve Ntem, parallèle à l'équateur, délimite au sud du Cameroun les frontières avec la Guinée Équatoriale à l'ouest et avec le Gabon à l'est (figure 1). La vallée du Ntem se situe entre 450 et 650 mètres d'altitude de part et d'autre du fleuve, qui par endroits se subdivise en quatre bras, délimitant ainsi de nombreux îlots de forêts temporairement inondées. L'abondance des petits cours d'eau contribue à densifier le réseau hydrographique.

La boucle du Ntem se situe dans la partie occidentale du fleuve.

Recensement de 1987

Province du Sud Cameroun : (47 190 km², 373 398 habitants);
Ebolowa

Département de la vallée du Ntem : (16 000 km², 159 745 habitants) ; Ambam

Arrondissement de Ma'an (3 965 km², 10 532 habitants) ; Ma'an
700 habitants

Site enclavé en voie de mutation (projet de route, exploitation forestière et barrage)

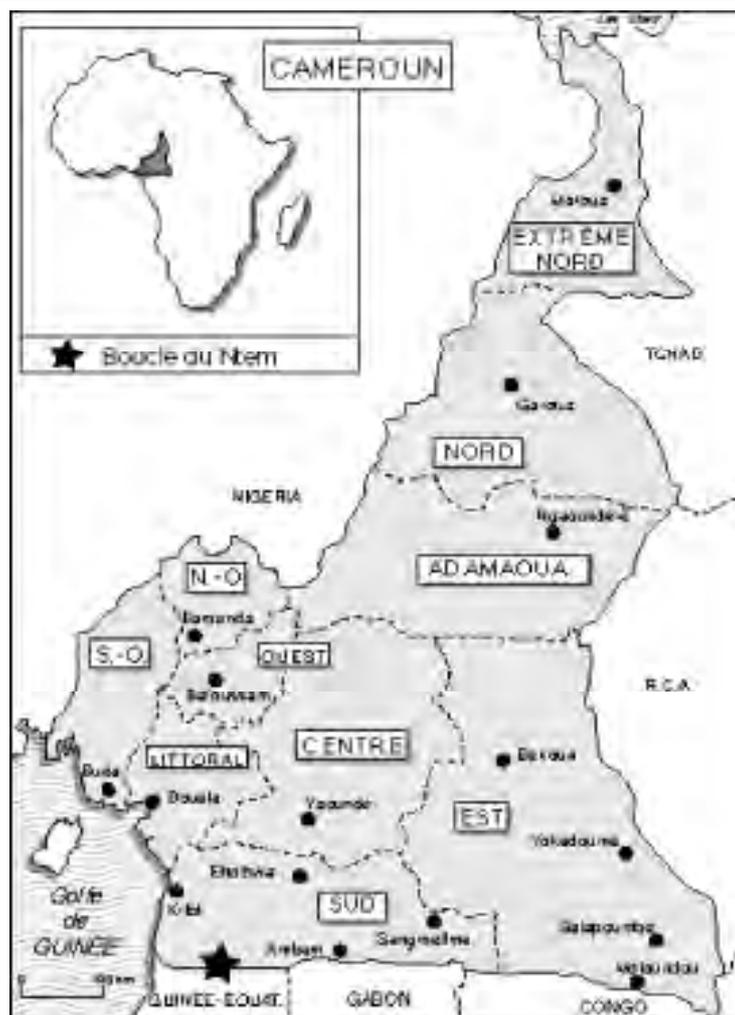


Figure 1 : Situation géographique de la boucle du Ntem

L'aire d'étude s'étend essentiellement de Ma'an à Nyabizan¹ (Figure 2) au bout de l'unique piste d'une trentaine de km, desservie au mieux une fois par jour par un bus de transport mixte - vivres et passagers - à destination d'Ebolowa. Nyabizan est un village actuellement très enclavé ; un projet de route, initié par les compagnies d'exploitation forestières devrait prochainement le relier aux villes de la côte.



Figure 2 : Situation géographique du site d'étude.

Le climat de la région est de type équatorial à quatre saisons, deux saisons des pluies (la grande de septembre à novembre et la petite de mars à mai) et deux saisons sèches (la grande de juin à août et la petite de décembre à février). Le micro-climat qui règne dans la boucle du Ntem est caractérisé par un inversement des deux saisons sèches par rapport aux autres régions au sud du Cameroun² (Suchel 1972) et ressemble donc à un climat d'hémisphère sud où la saison sèche estivale est la plus marquée. Les saisons sèches conditionnent l'étiage du fleuve et de ce fait les activités de pêche qui y sont étroitement associées. La température moyenne est de 25°C et demeure relativement stable tout au long de l'année.

Fleuve frontalier
 Climat équatorial (1700 mm/an) à 4 saisons
 Sols peu fertiles
 Réseau hydrographique dense
 Forêt à dominante semi-caducifoliée

Tous les types de sols (Champaud 1973) sont pauvres en nutriments, mais sont tous les trois mis en valeur par les cultivateurs pour l'agriculture vivrière, celle de rente, et plus rarement la riziculture inondée (sur sols hydromorphes).

La végétation de la zone est extrêmement composite. En effet, la vallée du Ntem

est située à l'interface de deux types de forêts, les forêts semi-caducifoliées à Sterculiaceae et Ulmaceae au nord, et les forêts sempervirentes à Caesalpiniaceae au sud jusqu'à la côte (Letouzey 1985). A proximité de la route pousse une végétation secondarisée, témoin d'une occupation ancienne des hommes. Les défrichements successifs ont permis l'implantation massive d'essences de forêt semi-caducifoliée, telles que le fromager, l'ayous et le fraké, à forte valeur culturelle et commerciale.

2 - LES POPULATIONS DE LA VALLÉE DU NTEM : ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS

2.1 - PRÉSENTATION DES ETHNIES

La vallée du Ntem est peuplée en majorité par des populations Ntumu et dans une moindre mesure par des Mvae, tous deux issus du groupe Fang, qui s'étend de part et d'autre de l'équateur, jusqu'à la vallée de l'Ogoué au Gabon (Dugast 1949).

Les Ntumu sont arrivés au Nord du Gabon vers la seconde moitié du 18^{ème} siècle, au terme d'une longue migration. C'est à partir de là que, vers la fin du 19^{ème} siècle, ils se sont déployés le long de la vallée du Ntem en assimilant ou repoussant aux marges du Cameroun ses premiers occupants. Ils se subdivisent en clans exogames, constitués de lignages descendants d'un ancêtre commun. Jusqu'à leur récente sédentarisation, les unités résidentielles se déplaçaient de quelques kilomètres dans la forêt selon un cycle de 15 ans environ (Laburthe-Tolra 1981, Alexandre 1965, Vansina 1990), au gré des alliances et des segmentations. La colonisation allemande puis française (en 1918) avec l'introduction de cultures de rente (hévéa, puis cacao), sont à l'origine, dans les années trente, du regroupement en villages alignés le long des axes de circulation, d'entités jusque-là lignagères. A l'exception des domaines politique et confessionnel, les changements majeurs introduits sous la période coloniale (enseignement, soins de santé, infrastructures routières) puis à l'initiative du jeune État Camerounais, ne sont plus que très partiellement assumés par ce dernier. Malgré les bons résultats économiques générés par la cacaoculture et la forte croissance démographique, ayant abouti dans les années 80 à la création de la Sous-Préfecture de Ma'an, les ressortissants de la Vallée du Ntem ne bénéficient toujours pas d'électricité, ni de points d'eau potable. Ils souffrent d'un sentiment d'enclavement dû au mauvais état de la piste. La redondance des interventions extérieures³ souligne le manque de coordination des actions de développement à l'échelle de la sous-région.

2.2 - ETHNOLINGUISTIQUE

Le ntumu, parler dominant de la vallée du Ntem, est une langue bantoue classée A75 par Guthrie (1967-70).

Les enquêtes linguistiques effectuées en 1997 conduisent à deux constatations : d'une part, le niveau de français est en régression ; d'autre part le ntumu subsiste dans son évolution normale. Pierre Alexandre, en 1962, pensait que les langues et les cultures locales étaient menacées à brève échéance (une génération) par le développement massif

de la scolarisation en français, par l'abandon de la transmission de la tradition et par le changement de mode de vie. Pour le meilleur (maintien des langues et des cultures traditionnelles) et pour le pire (stagnation économique), la situation semble beaucoup plus statique qu'elle n'apparaissait, il y a 35 ans. L'évangélisation se fait bien en bulu pour le culte protestant, mais le ntumu ne paraît pas céder du terrain pour autant. Si le livret de culte est rédigé en bulu, le sermon est proféré en ntumu.

2.3 - ETHNOMUSICOLOGIE

La pratique musicale demeure bien vivante chez les Ntumu. Les musiciens équato-guinéens jouissent d'une grande réputation et il est fréquent qu'ils soient sollicités pour animer les fêtes en pays camerounais. Bien que considérés comme plus conservateurs, les Ntumu équato-guinéens sont probablement à l'origine de la diffusion de danses ou de rythmes nouveaux.

Le répertoire dansé comprend une douzaine de danses, pour la plupart collectives. Sauf exception (danse des hommes au retour d'une chasse à l'éléphant), elles ne sont pas liées à des circonstances précises et sont interchangeables. Chaque village s'est fait une spécialité d'une ou plusieurs de ces danses exécutées dans des circonstances variées. Celles-ci ont certainement été remaniées, tant sur le plan chorégraphique que musical, sous l'influence notamment des musiques urbaines africaines et afro-cubaines. Certaines d'entre-elles sont même probablement de création récente. A l'inverse, le répertoire non dansé est presque toujours lié à des circonstances précises (mariage, langage tambouriné, etc.). Les Ntumu sont très réceptifs aux musiques venues d'ailleurs, qu'ils reproduisent avec aisance.

La quinzaine d'instruments ntumu intègre des matériaux directement issus du milieu forestier environnant et des produits manufacturés.

Chaque culte chrétien a adapté différemment la musique traditionnelle ntumu : les protestants chantent *a cappella*, tandis que les catholiques recourent à des accompagnements de xylophones. Le culte buti, guère répandu, requiert l'utilisation d'une harpe de facture identique à celles des Fang du Gabon. La plupart des chants accompagnés de coquillages entrechoqués ou de tambours d'eau, ont été dotés de paroles chrétiennes.

2.4 - SCOLARISATION

Bien que le Sud Cameroun affiche un niveau d'instruction plutôt meilleur que celui de l'ensemble du pays, le taux d'analphabétisme à 18 ans est, en 1996 dans le Ntem, de 40 % chez les femmes et de 35 % chez les hommes. Davantage de femmes se sont arrêtées avant la fin du primaire (42 % contre 34 % d'hommes), tandis que davantage d'hommes ont fréquenté le cycle secondaire (29 % contre 15 %) ou supérieur (1,6 %). Actuellement, malgré une scolarité obligatoire à partir de 5 ans, le taux de fréquentation scolaire des enfants de 6 à 18 ans est de 87 % (garçons 92 % ; filles 83 %) avec des différences entre villages, mais il n'est jamais inférieur à 65%, quel que soit le sexe (Santoir *et al.*, 1999).

Précarité du système scolaire
Manque d'infrastructures, de matériel pédagogique et d'enseignants
État suppléé par des associations de parents
Mauvaise gestion de la caisse par le directeur

En termes d'infrastructures scolaires, les villages de l'axe possèdent plusieurs écoles primaires désuètes, ou refaites grâce au concours des parents. A Ma'an se trouvent une école secondaire d'enseignement général (CES), une école d'enseignement technique (CETIC: métiers du bâtiment) ainsi qu'une section artisanale rurale (SAR) .

Les conditions difficiles dans lesquelles se déroule la scolarité dans cette région rendent particulièrement précaires les itinéraires scolaires des enfants. Mis à part le salaire du directeur versé par son ministère, ce sont les associations de parents d'élèves qui assurent les frais de fonctionnement de l'école du village et le salaire du "bénévole" en charge des petites classes. Les parents se plaignent du peu d'assiduité dont fait généralement preuve ce fonctionnaire et de sa mauvaise gestion de la caisse⁴. Quant au directeur, il se plaint du peu de prestige dont il est l'objet, du manque d'assiduité des élèves et de collaboration de la part des parents, de la carence en matériel didactique et en manuels scolaires. Cet état de carence, non spécifique à la région, semble particulièrement marqué sur l'axe Ma'an/Nyabissan, qui n'a jamais bénéficié d'aides extérieures.

Les élèves poursuivent leurs études à Ambam ou à Ebolowa, majoritairement dans les établissements publics d'enseignement technique. Leur idéal les porterait plutôt vers les collèges d'enseignement général tenus par les missionnaires, plus prestigieux mais inaccessibles par leurs coûts. C'est en effet la récolte cacaoyère qui permet à la plupart des familles de faire face aux frais de scolarité qui s'élèvent de 3 000 à 25 000 francs CFA par semestre, selon le lieu et le mode d'hébergement. Elles s'en acquittent parfois avec un retard de un à deux mois, ce qui explique le retard des enfants au moment de la rentrée, tandis que, de son côté, l'enseignant ne se déplace vers son village d'affectation qu'une fois sa récolte achevée.

2.5 - RELIGIONS

Introduits par le pouvoir colonial, les cultes catholiques et protestants se sont rapidement implantés dans la région : les missionnaires ont puisé sans difficulté dans les concepts traditionnels locaux pour nommer les leurs en langue vernaculaire, tant la genèse pahouine s'est avérée proche de la genèse hébraïque. Outre leur mission apostolique, ils ont créé des réseaux «libres» dans les domaines de l'éducation et de la santé, et sont devenus des interlocuteurs obligés aux niveaux de la politique locale.

Dans les chapelles villageoises, la pratique religieuse est dynamique : elle se traduit par la tenue rigoureuse du culte dominical et par une participation active des fidèles aux nombreuses rencontres organisées au niveau de la paroisse d'arrondissement.

L'église s'affiche toutefois davantage comme un lieu de manifestation ostentatoire

et d'affirmation identitaire⁵ que comme agent de résolution des problèmes individuels ou collectifs : en effet, les pratiques animistes s'expriment, encore et surtout, lors de l'interprétation d'événements de la vie quotidienne, tels la chance et la réussite, ou le malheur, la maladie et la mort. A ces occasions, comme dans toute situation de non conformation aux normes sociales de conduite⁶, la tension latente qu'entretiennent au niveau du groupe les enjeux du pouvoir et la jalousie, débouchent sur les mauvaises pensées et les actes de sorcellerie.

De la facilité d'adoption du christianisme dans une société animiste
Résurgence de l'animisme dans l'interprétation d'événements de la vie quotidienne

Toutefois, en condamnant toute forme originale d'expression religieuse, l'église a éclipsé au profit de l'adoration d'un dieu omnipotent et prodigue le lien ancestral qui rattachait le monde des vivants au monde invisible, et régula -sous forme de rites, de croyances et de sanctions - les rapports qu'entretenaient les hommes avec leur environnement forestier⁷. Sa politique d'interdiction de la polygamie a fortement contribué à réduire la taille de l'unité sociale élémentaire⁸ et corollairement à vider de son sens le concept de richesse -associé autrefois aux ressources humaines mobilisables - au profit d'une nouvelle acceptation symbolisée par la possession de biens matériels. Dans le contexte d'augmentation du pouvoir d'achat qu'a généré la cacaoculture, le discours religieux a, en dernier recours, légitimé aux yeux de certains l'adoption de stratégies d'accumulation obéissant à des motifs individuels, et ouvert la voie aux inégalités sociales.

2.6 - ORGANISATION SOCIALE

Réminiscence de la politique coloniale de peuplement, les villages de la boucle du Ntem sont en majorité situés le long de pistes et de routes. Quelques rares villages sont encore enclavés entre les bras du fleuve. L'effectif moyen des villages est de 128 personnes (minimum 23 et maximum 271). Les groupements résidentiels, organisés en hameaux lignagers étaient autrefois moins peuplés, et plus dispersés. Les sentiers venant de Guinée Équatoriale, reliant la Boucle du Ntem à la ville d'Ambam correspondent aux axes de peuplement de la région.

Aspects fonciers et droit de propriété

Le droit foncier coutumier concerne à la fois les terres agricoles, et le terroir forestier où sont situés les anciens villages et où sont menées les activités de prédation et de cueillette (Joiris 1997). Dans la boucle du Ntem, les terres appartiennent aux lignages du village considéré ; chacun en connaît les limites. Tout membre d'un village voisin peut venir cultiver sur les zones marginales d'un autre village si l'autorisation lui en est accordée ; la relative disponibilité en terres et le fait que tout voisin est souvent un parent

par alliance, autorise une certaine flexibilité en la matière.

Le droit sur les terres est un droit d'*usufruit*, alors que l'attachement à la terre est plutôt de type *symbolique*. Lors de la création d'un village, le chef de lignage en organise la répartition entre les unités de production. Le terroir villageois se divise en domaines lignagers, à l'intérieur desquels tous les membres d'un même lignage pouvaient autrefois choisir librement son emplacement, alors qu'actuellement chaque ménage doit s'en tenir à son lopin ; il s'ensuit souvent des litiges d'ordre foncier entre membres d'un même lignage.

Droit foncier traditionnellement basé sur l'usufruit
Évolution vers le droit foncier positif des pays occidentaux
Pour l'État, agriculteurs " hors-la-loi " sur leurs propres terres
Diversité des maîtrises foncières en fonction des ressources

L'attribution des terres est organisée selon des bandes perpendiculaires à la piste en direction du fleuve. Le premier défricheur se voit attribuer pour ses cultures un droit de prééminence sur la jachère. De même, et de manière implicite, on lui reconnaît un droit de prééminence sur les terres situées en amont de la sienne. Cette progression des ayants droit, à l'intérieur de *bandes parallèles* en direction du fleuve devait limiter les conflits, alors qu'actuellement la plupart des cultivateurs ayant atteint le fleuve, le risque de conflits augmente. Les paysans font face à cette nouvelle situation, soit en utilisant des plantes comme marqueurs territoriaux, telle *Cordyline terminalis* (Agavaceae), soit en créant de nouvelles parcelles de cultures pérennes (les cacaoyères), transmissibles à leurs enfants, échappant au droit coutumier. Comme l'ont souligné certains auteurs (Weber 1977, Santoir 1992), *plus la pression sur les terres se fait sentir, plus les règles de gestion et le mode d'accès se précisent.*

Comme les terres cultivées et leurs jachères, certains sites de pêche et de piégeage sont l'objet d'une maîtrise exclusive (Leroy 1996), c'est-à-dire d'un droit d'accès, d'extraction, de gestion et d'exclusion, par une unité familiale et une seule.

Certaines ressources forestières, soumises à d'autres modes de prélèvement, répondent à d'autres modalités d'appropriation. Ainsi, dans le domaine végétal, la collecte des mangues sauvages (*Irvingia gabonensis*, Irvingiaceae) se pratique-t-elle, en principe, selon une maîtrise exclusive et absolue du *premier occupant*, qui réserve par marquage un arbre à ses ayants droit. ; ceux-ci pouvant ensuite user, disposer et aliéner cet arbre. Avec l'introduction des cultures de rente et l'augmentation de la pression sur les terres, le droit foncier traditionnel évolue de plus en plus vers le *droit foncier positif* des pays occidentaux, caractérisé par la prééminence du droit de propriété. Les habitants de la Vallée du Ntem se retrouvent en quelque sorte en position de " hors-la-loi " sur leurs propres terres puisque, selon la constitution, la forêt, son couvert comme son sous-sol, sont la propriété exclusive de l'État .

Système de parenté, mariage et résidence

Chez les Ntumu comme chez les Mvae, la filiation est patrilinéaire. Tout individu porte en naissant le nom d'un ancêtre clanique symbolisant son appartenance au groupe des descendants en ligne paternelle de ce dernier. Les clans originels se sont divisés au cours des migrations et des alliances en segments lignagers : l'adjonction comme deuxième nom du patronyme détermine la «proximité généalogique» qu'occupe l'individu avec l'ancêtre fondateur du segment de lignage ainsi que les devoirs et les privilèges qui en découlent vis-à-vis des membres de son groupe parental. Ce système pose les aînés comme des personnages-clé de la communauté, et garantit le respect de la règle d'exogamie clanique. Les cérémonies de mariage exacerbent, à ce titre, l'expression identitaire des groupes alliés : l'avidité manifestée par les parents de l'épouse lors de la négociation de la dot, restera de mise à l'égard du gendre - essentiellement sous forme de prestations de biens et de services – aussi longtemps que durera l'union. En contrepartie, le foyer que fondera l'époux aux côtés de celui de son père verra le groupe s'enrichir des enfants à naître et de leur descendance. Ces derniers entretiendront toutefois une relation privilégiée avec leurs oncles maternels.

Patrilinéarité
Exogamie
Virilocalité
Monogamie actuellement dominante

Les différentes strates identitaires que génèrent l'appartenance au clan, au lignage et dans une moindre mesure au groupe des «parents par alliance» sont, de par les groupes d'intérêts qui en découlent, des facteurs déterminant toute prise de position d'ordre individuel ou collectif.

La prise en compte des groupes sociaux établie en fonction de la parenté est indispensable dans le cadre de la planification d'interventions extérieures au bénéfice d'une communauté.

Système politico-juridique

Tout village, quel que soit son isolement, est doté de structures (les comités de base) assurant la représentation du principal parti politique implanté dans la région (le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais). La chefferie de troisième degré, plus petite unité administrative, est habilitée, par l'entremise du tribunal coutumier, à traiter les conflits juridiques. Le chef de village est élu. Entouré d'un conseil de notables choisis par ses soins, il répond à tout dépôt de plainte par l'examen du litige (conflits d'ordre foncier et conjugaux, essentiellement). En cas d'accord, l'affaire reste au niveau du village ; dans le cas contraire, un procès-verbal est adressé au Sous-Préfet ou au

Commandant de Brigade, qui se charge de faire appliquer le jugement. Les délits les plus graves (homicides, divorces) sont en principe déferés au Parquet d'Ebolowa.

Si l'autorité du chef est généralement reconnue au regard des matières administratives, son autorité morale lui est niée et reste l'apanage des aînés des différents lignages. Ceux-ci affichent une indépendance manifeste lors du règlement de problèmes internes - d'ordre foncier, matrimonial, voir même pénal - ainsi qu'une cohérence remarquable lorsqu'il s'agit de contester l'autorité du chef lorsqu'une mesure concernant l'ensemble de la communauté s'avère aller à l'encontre de leurs intérêts particuliers. Cette situation pose le problème de la légitimité du chef en terme de représentant du village et complique singulièrement la tâche de tout projet de développement communautaire qui, pensant s'adresser à une entité homogène, risque tôt ou tard de voir son initiative générer des conflits d'intérêt entre factions rivales.

3 – LES POPULATIONS DE LA VALLÉE DU NTEM : ASPECTS DÉMOGRAPHIQUES

3.1 – ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION DU NTEM

Le Cameroun montre une grande disparité concernant les taux d'accroissement annuel de la population. Ainsi, si au niveau national on note pour la période 1976-1987 un taux annuel moyen de 2,90 %, il n'est que de 1,56% pour la province Sud (essentiellement forestière), ce qui situe cette province à la dernière place au niveau national DNR (1992). C'est encore le département de la vallée du Ntem (découpé actuellement en département de la Mvila et département de la Vallée du Ntem) qui présente l'accroissement (0.55 % par an sur 10 ans) le plus faible de la région (tableau 1) et l'arrondissement de Ma'an la densité de population (2 hab/km²) la plus faible du département⁹.

	<i>Superficie (km²)</i>	<i>Effectif 1987</i>	<i>Croissance 1976-87</i>	<i>Densité 1976</i>	<i>Densité 1987</i>
<i>Province Sud</i>	47 137	271 743	11,8	5	6
<i>Dja et Lobo</i>	19 855	96 191	16,7	4	5
<i>Vallée du Ntem</i>	16 003	112 538	5,5	7	7
<i>Océan</i>	11279	63 014	16,8	5	6

Tableau 1 : Croissance et Évolution de la densité de population dans la province du Sud, et les 3 départements qui la composent,, entre 1976 et 1987. Source RGPH de 1976 et 1987

Il convient alors d'analyser d'abord le solde naturel, bilan entre les taux de natalité et de mortalité, et de s'intéresser ensuite aux comportements migratoires.

3.2 - NIVEAUX DE FÉCONDITÉ ET GESTION DE LA VIE FÉCONDE

Comme la plupart des régions forestières d'Afrique centrale, (Retel Laurentin 1974, Sala Diakanda 1988 et rapport thématique "démographie"), la boucle du Ntem, était jusque dans les années 60, une région d'infécondité notoire. Actuellement, cette situation semble pratiquement résorbée, suite à la disparition quasi totale de la stérilité primaire¹⁰ et dans une moindre mesure de la stérilité secondaire (figure 3), liées aux infections des voies génitales suite à l'occurrence de maladies sexuellement transmissibles et au manque d'hygiène.

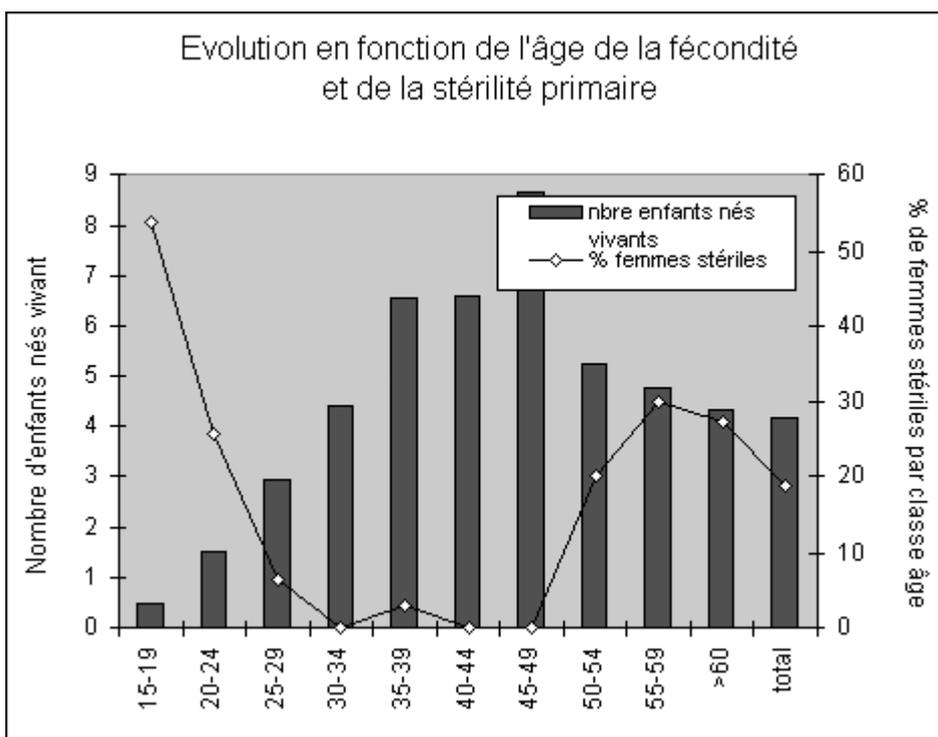


Figure 3 : Fécondité et stérilité dans le Ntem. Enquête rétrospective de fécondité, 1997-98

La large diffusion des antibiotiques à la fin des années 50 serait le principal facteur permettant d'expliquer ce recul. Les résultats de l'enquête rétrospective de fécondité, menée en 97-98 dans les 13 villages de la zone d'étude, montrent qu'environ un tiers des femmes de plus de 55 ans n'ont jamais mis au monde d'enfant vivant.

Par ailleurs, la réduction de la durée de l'allaitement, et l'attitude plus flexible face à l'interdit de relations sexuelles prenant fin au sevrage, ont contribué à allonger l'espacement entre les naissances, actuellement de 28 mois, toutes femmes confondues (Bley et col.1999). En 1998 l'indice synthétique de fécondité dans la zone d'étude est de 6,5 enfants, chiffre compatible avec les résultats nationaux (EDS 1991).

Ce contexte de stérilité a fortement marqué la vie des femmes âgées, autrefois épouses de grands polygames ; elles n'ont cessé de consulter les tradithérapeutes, dans le seul but de concevoir. Pour la plupart veuves et sans enfant, elles n'ont pu trouver dans le lévirat¹¹ le soutien social et économique auquel elles aspirent.

En revanche, *les femmes de plus de 35 ans* se disent préoccupées par la charge physique et économique occasionnée par leurs nombreuses grossesses qu'elles ne savent maîtriser : qu'attendre d'une huitième grossesse lorsqu'on a 35 ans et encore une dizaine d'années de vie féconde devant soi¹² ? Parmi ces femmes, nombreuses sont celles qui avouent avoir clandestinement avorté et qui expriment une demande spontanée de *limitation des naissances* (Pagezy et col. 1999).

A Ma'an, on propose des préservatifs, des pilules et des piqûres trimestrielles à faible prix, mais la plupart des femmes ne le savent pas, ou habitent trop loin. Une consultation est organisée par les services du planning familial d'Ambam, mais elle est irrégulière et peu de femmes en sont averties. La ligature des trompes, proposée à Ebolowa à un prix inaccessible à la plupart des couples, reste davantage un souhait qu'une réalité.

Contexte ancien de stérilité actuellement disparu.
Veuves sans enfant et sans véritable soutien familial.
Manque d'éducation sexuelle.
Demande de planning familial par les femmes et les adolescentes.
Avortement clandestin chez les jeunes filles scolarisées et des grandes multipares.

Quant aux jeunes filles, la majorité d'entre elles expérimentent leur premier rapport sexuel avant l'âge de 16 ans, au village en fin de cycle primaire, ou en ville au début du cycle secondaire. La plupart n'ont reçu aucune information sur le cycle menstruel et le risque de grossesse puisque, dans le meilleur des cas, ce sujet n'est abordé qu'au collège¹³. L'information, délivrée trop tardivement, est souvent faussement interprétée. Les grossesses non désirées se soldent le plus souvent par l'arrêt de la scolarité, voire un avortement clandestin (Pagezy et col., 1999).

3.3 - LA MORTALITÉ DES ENFANTS ET SON ÉVOLUTION

La mortalité avant l'âge de 5 ans, principale composante de la mortalité dans les pays en développement, est sous la dépendance des conditions de l'environnement tant physique que social (milieu pathogène, hygiène, existence de structures socio-sanitaires et accès aux soins). Dans la région du Ntem, à partir de l'histoire génésique¹⁴ de 325 femmes, nous avons trouvé pour une cohorte d'enfants nés entre 1980 et 89 un taux de mortalité infanto-juvénile (0 à 5 ans) de 130 pour mille, valeur proche de 124 pour mille, rapportée par l'enquête EDS (1991) pour les enfants nés entre 1981 et 1990 dans la région Centre Sud. Cet indicateur démographique de santé dépassait les 200 pour mille jusqu'en 1960 ; il a brutalement chuté au cours des décennies suivantes sous l'effet combiné de la diffusion des antibiotiques et du meilleur accès aux soins, même s'il reste à relativiser.

4 - ASPECTS DE LA MOBILITÉ ET RELATIONS AVEC LA VILLE

Une des caractéristiques de ces populations forestières est leur forte mobilité, tant à l'intérieur du terroir où sont menées les activités quotidiennes de production (agriculture, chasse, pêche, cueillette), que sur une vaste aire géographique. Cette mobilité, mise en évidence par le biais d'observations ponctuelles aléatoires (Johnson 1975) reflète l'envergure des déplacements, motivés par les prestations sociales, les stratégies d'alliance et de renforcement du prestige personnel.

4.1 - MOBILITÉ DE PROXIMITÉ DANS LE TERROIR FORESTIER VILLAGEOIS

Selon nos observations, le temps consacré aux déplacements, entre la résidence et les champs vivriers situés à quelque 5 km du village, représente près de 2h30 par jour. En général, les déplacements ne sont pas consacrés à une seule activité mais ils sont l'occasion de s'adonner de façon opportuniste à des activités secondaires (récolte dans les jachères, visite des pièges, pêche, cueillette, ramassage de bois de chauffe...), en particulier sur le terroir forestier, jusqu'à 15 km de distance du village dans le cas de la chasse.

La mobilité de proximité concerne également les visites à des parents résidant à plusieurs km du village.

4.2 - MOBILITÉ TEMPORAIRE

La mobilité temporaire concerne les *déplacements de moins de trois mois* sur des distances comprises entre 0 et 800 km du village.

A Mvi'ilimengalé, environ un tiers des observations aléatoires effectuées dans le terroir villageois (tableau 2) mettent en évidence l'absence d'une personne. Les principaux motifs d'absence du village (40 % du total) sont les visites à la belle-famille et à la famille élargie. La plupart des déplacements se font à pied et dans un rayon de 40km.

Mvi'ilimengalé : Visites à la famille élargie			
<i>Distance</i>	<i>Durée</i>	<i>Destination</i>	<i>% des déplacements</i>
0-25 km	un jour minimum	Villages voisins	24,3
26-40km	2 à 3 jours minimum	Vallée du Ntem	22,7
41-70 km	4 à 5 jours minimum	Vallée du Ntem	8,9
71- 160 km	7 à 30 jours	Ebolowa, Ambam	17,4
180-400 km	7 à 45 jours	Yaoundé, Douala	18,6
180-800 km	15 à 90 jours	Gabon, Guinée-Equatoriale	7,9

Tableau 2 : Importance des déplacements temporaires (visites à la famille élargie) au village de Mvi'ilimengalé.

Les enfants de moins de 11 ans, lorsqu'ils sont pris en charge par la famille élargie, représentent la *moitié* de l'effectif des déplacements de moins de 3 mois ; un tiers des déplacements concerne les adultes et le cinquième les adolescents non scolarisés.

La plupart des déplacements quotidiens, sont l'occasion d'activités opportunistes permettant une meilleure gestion spatio-temporelle des ressources

Les déplacements vers des lieux éloignés¹⁵ qui répondent souvent à des motifs d'ordre social, personnel et économique¹⁶, durent aussi plus longtemps. Ils touchent plus particulièrement les jeunes adultes, exempts de charge familiale, hébergés par un parent. Les raisons commerciales, bien que toujours associées à ces déplacements, sont rarement évoquées, car il s'agit d'une activité connexe¹⁷, parfois menée en cachette, comme la vente de gibier, objet de réglementation.

4.3 - MOBILITÉ RÉSIDENIELLE, MIGRATIONS

Au niveau de la zone d'étude, nous avons observé, entre 1996 et 1997, un taux d'émigration de 1,2 %, dépassant à peine celui de l'immigration, chiffres devant être considérés avec prudence, étant donné le court intervalle intercensitaire, mais compatibles avec les résultats des enquêtes nationales de population (RGP 1976, 1987), faisant état d'un très faible accroissement sur 10 ans, explicable par un solde migratoire peu élevé.

La mobilité résidentielle (plus de 6 mois) touche à Mvi'ilimengale 11,5 % de la population..

Les hommes émigrent surtout vers le Gabon, pays riche et pourvoyeur d'emploi
Les femmes quittent la région pour se marier
Les adolescents quittent leur village pour poursuivre leurs études
La ville est un pôle d'attraction pour les jeunes hommes non encore stabilisés par le mariage, et pour les jeunes femmes, peu pressées de s'y résoudre.

Chez les hommes, elle est essentiellement motivée par la recherche d'emploi, même temporaire. Elle concerne les «élites» (agents de l'État et leur famille), et les jeunes célibataires, qui trouvent un emploi au Gabon où la situation économique est meilleure : 38 % des migrants sont établis à Libreville ou à Bitam. Ils sont tenus d'héberger les membres de leur famille de passage (étudiants, jeunes et parents en visite).

Chez les femmes, elle est en premier lieu liée au contexte du mariage (virilocalité¹⁸), ensuite à la mobilité conjugale (femme qui rejoint son nouveau mari,

veuve ou femme divorcée qui retourne dans son village). Au niveau du site APFT, l'endogamie de résidence¹⁹ autrefois importante, a diminué du tiers en 20 ans. Ce déclin de l'endogamie reflète l'évolution du degré d'ouverture de la population, qui reste néanmoins modeste puisque, actuellement, quatre à cinq mariages sur dix se font entre personnes toutes deux originaires de l'arrondissement de Ma'an (Bley *et al.* 1999). Les épouses étrangères à la région proviennent en majorité (41%) des régions environnantes, d'un autre département (l'Océan) ou d'un pays limitrophe également peuplé de Ntumu, la Guinée Équatoriale : à Mvi'ilimengale, 15 % des épouses sont Equato-guinéennes. Le Gabon représente une possibilité de mariage pour les femmes, car le montant réduit de la dot au Cameroun, ainsi que la réputation de travailleuses des femmes camerounaises sont appréciés des hommes Gabonais.

Les élèves scolarisés hors du village sont considérés comme des résidents ; un tiers d'entre eux (élèves de secondaire à Ambam et Ebolowa hébergés par un parent fonctionnaire) passent parfois de très longues périodes sans revenir chez eux, notamment en raison du coût du transport.

Les jeunes enfants, pour la plupart enfants naturels ou d'un premier mariage, sont confiés à des parents et résident dans des villages de la Vallée.

5 - LE CONTEXTE SOCIO-SANITAIRE

5.1 - LES INFRASTRUCTURES, LES RESSOURCES HUMAINES ET LES EFFORTS DE PRÉVENTION

La bourgade de Ma'an, distante de 5 à 32 km des villages étudiés, dispense une médecine curative de proximité. La région de Ma'an ne semble pas attractive aux yeux du médecin fonctionnaire de l'hôpital ; six d'entre eux se sont succédés en 4 ans.

Précarité ou absence d'infrastructures proches des villages.
Médecins peu attirés par la région.
Pharmacie reposant sur une participation villageoise.
Campagnes de vaccination limitées par la chaîne du froid.
Surveillance maternelle et infantile non relayée dans les villages.

Les infrastructures sont relativement précaires. L'hôpital de Ma'an dispose de six lits d'hospitalisation ainsi que d'une salle de travail. Ni eau courante, ni électricité ; aucune intervention chirurgicale nécessitant une anesthésie n'est réalisable, pas même une césarienne.

En cas de complication, les malades sont évacués sur la léproserie d'Evindissi (60 km) ou sur l'hôpital d'Enonga (Ebolowa), tous deux tenus par des protestants.

La pharmacie, créée en 1994 par un comité de gestion regroupant 10 villages de la vallée, fonctionne indépendamment de l'hôpital. Suite à des erreurs de gestion de son prédécesseur, le pharmacien²⁰ rend compte de ses activités au Comité de gestion. Les

produits disponibles, essentiellement des médicaments génériques usuels : antibiotiques, antiparasitaires, antalgiques, quinine, sels de réhydratation orale, proviennent de la politique de recouvrement des coûts à partir d'un capital initial. La pharmacie dispose également de produits anticonceptionnels : piqûres, préservatifs, pilules. L'hôpital disposant d'un réfrigérateur à gaz, l'approvisionnement et le stockage des vaccins à Ma'an semblent satisfaisants.

Par ailleurs, des colporteurs se rendent à vélo d'un village à l'autre pour proposer des médicaments ou des contrefaçons provenant Guinée Équatoriale et du Nigéria.

Aucun dispensaire n'est opérationnel dans les villages. Celui de Nyabizan est en rupture permanente de stock et l'infirmier rarement présent. Un projet de création de pharmacie serait en cours. Néanmoins, certains villages comme Mvi'ilimengale disposent d'agents desanté²¹ ; ceux-ci sont malheureusement inefficaces, faute d'une pharmacie de base²².

La médecine préventive est représentée à l'hôpital de Ma'an par des consultations prénatales et de PMI . Des campagnes de vaccination gratuites contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, le BCG, la rougeole, sont parfois organisées dans les villages, mais n'ont pas souvent lieu pour des raisons logistiques. L'absence de sensibilisation préalable des mères aux vaccinations de leurs enfants entrave la réussite de ces campagnes. Dans les villages, les surveillances pré et post-natales, assurées par une missionnaire d'Ambam, n'ont pas été poursuivies, suite au départ en congé de cette femme. Néanmoins, l'infirmière de Ma'an semble assurer très bien ce service mais ne se rend pas sur place.

Grande proximité avec les maladies vénériennes autres que le SIDA

Usage du préservatif :

- au sein du couple, très difficile, excepté durant la période d'allaitement.
- hors du couple, la prévention des MST autres que SIDA est le principal motif de son utilisation, mais non le seul.

Si l'on ne peut parler d'ignorance à propos du SIDA²³, le préservatif est encore mal accepté, particulièrement au sein du couple²⁴ Chez les hommes, la principale motivation pour son utilisation est la protection contre les maladies vénériennes (autres que le SIDA), qui leur sont très familières.

Bien que le risque actuel de contracter le SIDA soit faible, le risque potentiel ne semble pas négligeable (Pagezy et col. 1998), compte tenu de la forte mobilité géographique et sexuelle²⁵, de l'importance des maladies sexuellement transmissibles et du faible usage du préservatif, surtout entre conjoints.

5.2 - LES INDICATEURS DE SANTÉ

Des enquêtes anthropométrique portant sur 674 personnes, et sérologique portant sur 430 personnes, ont été menées dans plusieurs villages du site: Nkong Meyos, Tom, Nsebito, Akom, Abeng.

Anthropométrie

Le retard de croissance staturale (*stunting*) est très marqué dans cette population (tableau 3) ; il commence dès le jeune âge et s'amplifie chez les enfants d'âge scolaire et pubertaire. Ce retard de croissance, qui est l'expression d'une exposition à long terme aux contraintes de l'environnement forestier, n'est pas forcément un signe de malnutrition, car il inclut la réponse adaptative au milieu.

Le retard pondéral ou émaciation (*wasting*) touche un enfant sur 7 entre 1 et 2 ans (Bernard, 1998), un enfant sur 25 entre 0 et 4 ans, puis devient négligeable. Ce phénomène, particulièrement aigu au moment du sevrage (qui a lieu à 17 mois), est à mettre en rapport avec différents facteurs de l'environnement responsables d'épisodes infectieux et diarrhéiques

L'émaciation n'est pas très élevée entre 10 et 14 ans. Lorsqu'on utilise l'indice IMC pour l'âge, qui tient davantage compte de la dynamique de développement corporel, 10 % des garçons (3/30) et 11 % des filles (4/35) ont des scores inférieurs au 5^{ème} percentile des références NCHS (Hammer, et col., 1991)

Tranche d'âge	N=	Retard statural (Taille/âge < 2sd standard NCHS)	Émaciation* (Poids/taille < 2sd standard NCHS)	Emaciation* (IMC < 5e percentile NCHS)
0-4	244	29.8 %	3.7 %	5.7 %
5-9	125	44.6 %	0.8 %	2.5 %
10-14 garçons	30	63.3 %		10.0 %
10-14 filles	35	68.6 %		11.4 %

Tableau 3 : Importance du retard statural (Taille pour l'âge) et de l'émaciation (Poids pour la taille et IMC = poids/taille²) chez les enfants de la vallée du Ntem. NCHS : références nord-américaines.

l'État nutritionnel des adultes montre une grande homogénéité (Tableau 4). Leur indice de masse corporelle (IMC) est très proche des valeurs de références pour 18 ans. L'obésité marquée ne concerne qu'un seul homme ; par contre, la surcharge pondérale concerne 10 % des femmes et 5 % des hommes.

	Hommes	Femmes
<i>N</i> =	104	136
<i>Poids (kg)</i>	60.7 ± 8.3	54.0 ± 7.8
<i>Taille (cm)</i>	167.4 ± 6.9	157.1 ± 6.3
<i>Indice de Masse Corporelle (IMC) en kg/m²</i>	21.6 ± 2.5	22.0 ± 3.0
<i>IMC < 18 (maigreur) en %</i>	2.9	4.4
<i>IMC > 25 (surcharge pondérale) en %</i>	4.8	9.6
<i>IMC > 30 (obésité) en %</i>	1.0	0.0
<i>IMC par rapport au standard à 18 ans en %</i>	98.2 ± 11.4	103.5 ± 12.0

Tableau 4 : Indice de masse corporelle (IMC ou BMI = poids/taille 2) de la population adulte de la vallée du Ntem.

Parasitologie

Il n'y a pas eu dans le Ntem, pour le moment, d'étude du parasitisme sanguin. De l'enquête clinique, on sait cependant que le paludisme est général ; de nombreuses personnes se plaignent de filarioses²⁶, notamment de loase. La drépanocytose (anomalie génétique caractérisée par la présence d'une hémoglobine anormale de type S) a été retrouvée chez 26 % des sujets à l'état hétérozygote (aucun homozygote n'a été rencontré). Ce chiffre, le plus élevé du Cameroun, est à mettre en rapport avec la fréquence du paludisme.

La recherche de splénomégalie²⁷ a été systématique chez tous les enfants de 0 à 5 ans (Bernard 1998). Si l'existence d'une rate hypertrophiée n'est pas à proprement parler le témoin d'un état de dénutrition, elle est plutôt le reflet d'un parasitisme chronique (notamment au cours de l'infection paludéenne), qui est souvent l'une des causes de la persistance de troubles nutritionnels. L'examen clinique seul ne permet pas d'éliminer formellement les autres causes de splénomégalie. L'incidence augmente régulièrement avec l'âge jusqu'à 24 mois pour se maintenir par la suite autour de 50 %.

L'étude de la consistance des selles a montré que 14 % des sujets avaient la diarrhée au moment de l'enquête (28 % chez les moins de 5 ans), et que 38 % ont des selles molles. Les examens de selles ont révélé, comme cela est classique en milieu forestier humide (Ratard *et al.*, 1991), une prévalence très élevée des vers intestinaux. Ces helminthiases sont un facteur important dans la genèse de la malnutrition et du retard de croissance des enfants (Hlaing 1993) ; dans notre série nous n'avons pas observé de rapport direct entre parasitisme intestinal et retard de croissance.

Globalement, 92 % des sujets, tous âges confondus, ont des trichocéphales, un ver intestinal peu gênant, mais qui témoigne d'une pollution fécale intense, 67 % ont des ascaris, et 5 % ont des ankylostomes. Ce dernier pourcentage est en réalité nettement sous-évalué puisque aucune technique d'enrichissement n'a été employée ; elle signe un problème préoccupant, car l'ankylostomose est à l'origine d'anémies sévères.

Sérologie

Sur 408 sérums, 103 sujets soit 25 %, ont des anticorps contre les tréponèmes (syphilis ou pian) ; le quart de ces sujets, soit 6 % de la population totale, ont des taux sérologiques élevés, en faveur d'une infection évolutive ; il s'agit pour l'essentiel d'adultes d'un certain âge, ce qui est plutôt en faveur d'une syphilis que d'un pian résiduel.

Une recherche spécifique sur l'herpès-virus 8, agent mis en cause dans la genèse du sarcome de Kaposi, a montré une infection très précoce puisque à 10 ans près de la moitié des enfants ont des anticorps. Une étude généalogique permettra d'étudier plus en détail la circulation du virus dans les familles.

5.3 - LA MÉDECINE TRADITIONNELLE, ITINÉRAIRES THÉRAPEUTIQUES

Les connaissances en pharmacopée sont très étendues : toutes les femmes d'un certain âge connaissent et utilisent les plantes susceptibles de soigner les maladies infantiles (diarrhées, vers intestinaux...), et bon nombre d'accouchements sont confiés aux matrones. Les adultes et surtout les personnes âgées peuvent identifier les arbres à usage médical, citer les vertus curatives de leur sève, de leurs feuilles, fruits ou de leur écorce (anti-paludique, anti-vomitif, fébrifuge, coagulant, vermifuge...), et les administrer aux malades.

Coexistence et complémentarité de la médecine traditionnelle et de la biomédecine
Sélection et respect d'espèces végétales utiles, dans les champs et les agroforêts.

Une sélection des espèces végétales à usage médicinal²⁸ est pratiquée aussi bien dans les champs vivriers que dans les agroforêts cacaoyères, afin d'augmenter la densité et donc la disponibilité en plantes médicinales à proximité du village. Enfin, les membres de certains lignages se transmettent la connaissance de remèdes spécifiques (anti-venins, soins des fractures), dont ils deviennent spécialistes, et qu'ils administrent contre rémunération. Toute intervention plus complexe (ophtalmologique, psychiatrique, obstétrique...), dont la cause est généralement attribuée à un acte de sorcellerie, est confiée à un guérisseur spécialisé, qui administre au patient un traitement de longue haleine.

La médecine traditionnelle et la biomédecine sont jugées complémentaires par les villageois, le choix de l'une ou l'autre reposant sur des critères d'efficacité, de proximité et de coût. Comme ailleurs, le recours à la médecine moderne ne s'exerce qu'en cas d'échec de la médecine traditionnelle.

5.4 – L’ALCOOLISME, PATHOLOGIE PSYCHOSOCIALE

Tous les chefs de famille consomment régulièrement les boissons fermentées, ce qui peut avoir un impact sur leurs capacités de travail et sur les choix en matière d’utilisation de l’argent. C’est à Ntem Assi et Nkongmeyos, villages ntumu, et à Akom, village mvae, que l’alcoolisme²⁹ a été appréhendé de manière plus approfondie. Ce phénomène semble avoir pris récemment une ampleur, sinon dans la région, en tous cas dans ces villages. Il apparaît fortement ancré dans les rapports sociaux tout en influençant, à des degrés divers, les relations à l’objet, à l’autre et au monde. Au sein de la population, ces changements se révèlent toucher davantage deux sous-groupes en crise de réaménagement identitaire : les jeunes garçons et les personnes âgées des deux sexes.

Les motivations à la base des conduites alcooliques sont multiples, les mécanismes qui les sous-tendent complexes, et l’étendue du phénomène se retrouve désormais peu ou prou sur tous les terrains au Cameroun.

L’expansion de cette pathologie sociale face à la modernité ainsi que ses conséquences, sont développés dans le rapport thématique“ les aspects psychologiques”.

6 – ACTIVITÉS ET STRATÉGIES DE SUBSISTANCE

6.1- LES ACTIVITÉS DE SUBSISTANCE (TYPOLOGIE, CALENDRIER)

L’agriculture itinérante sur brûlis

Les Ntumu pratiquent une polyculture vivrière de type itinérante sur brûlis (Carrière 1999). Après défrichage de la végétation, le brûlis assure la fertilisation du sol, avant sa mise en culture pour 3 à 5 ans. Les terres sont ensuite laissées en jachères pendant au minimum quinze ans, ce qui permet au sol de se reposer. La jachère est utilisée pour d’autres activités, comme le piégeage et la collecte.

L’agriculture affiche un caractère résolument tourné vers la subsistance (figure 4) : 94 % des produits vivriers rapportés du champ sont consommés au niveau village. Le manioc et l’arachide (dans une moindre mesure la banane plantain) constituent la base de la diète quotidienne.

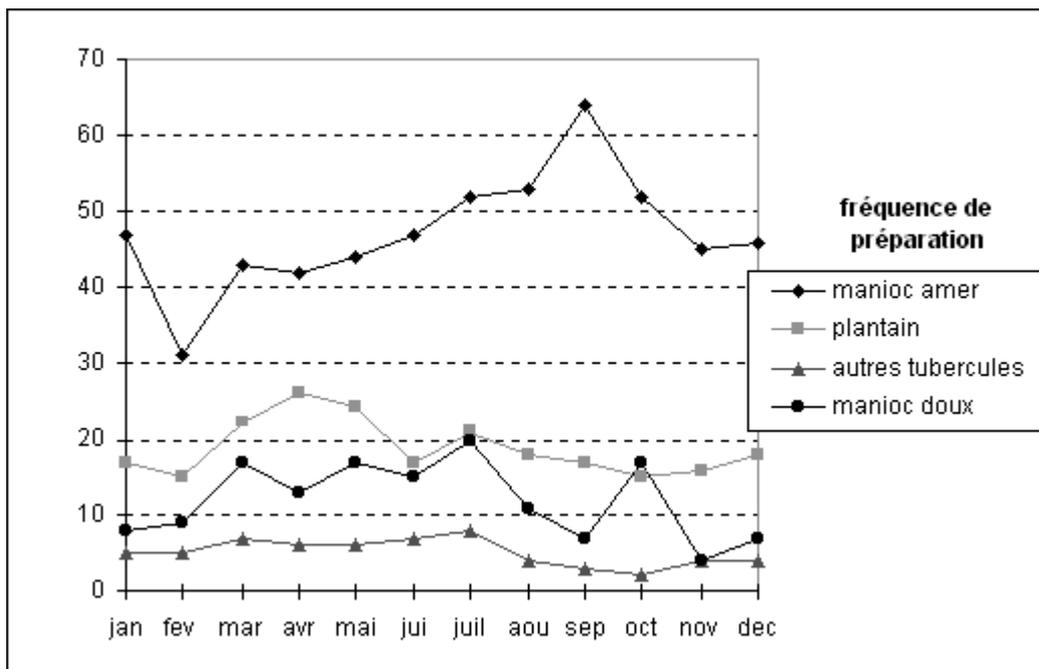


fig. 4 : Variation mensuelle de préparation des produits amylicés : Fréquence de préparations dans 31 ménages pour 100 repas-mois (Village de Mvi'ilimengalé, 1998)

La production agricole suffit en général ou dépasse légèrement les besoins de subsistance d'une famille. Toutefois, il semble matériellement difficile de faire plus. L'organisation des activités est telle, que les surfaces défrichées chaque année absorbent la totalité du travail familial en période de pointe (Gutelman 1989).

Les deux saisons des pluies sont propices à la création de champ. Le semis se fait en février-mars et en septembre-octobre.

En début d'année, les essarts d'environ un hectare (0,81 ha en moyenne) sont plantés de courges sur des forêts matures ou secondaires âgées. Au mois de septembre, après la récolte, on plante l'arachide. Suite à un minutieux nettoyage, cette espèce occupera environ un quart de la superficie disponible, soit 4 champs au cours des 3 saisons des pluies suivantes. On associe l'arachide à une multitude de plantes vivrières (maïs, patate douce, macabo, haricot, tomate, oignon, ignames, diverses feuilles-légumes et condiments ...), ce qui justifie la qualification de polyculture.

Six mois après leur semis, les arachides sont récoltées puis remplacées par d'autres cultures amylicées (diverses variétés de manioc doux et amer, bananiers plantain, ignames, macabo, patates douces) associées à des condiments. Ces plantes produisent durant 5 ans les unes après les autres. Ainsi, tous les six mois, un nouveau champ de féculents est planté, ce qui assure une production en aliment de base diversifiée et abondante tout au long de l'année.

Lorsque la productivité d'un champ baisse, la jachère se met en place et le recru forestier s'installe pour au moins 15 ans.

Les Ntumu ne cultivent jamais l'arachide, plante exigeante en nutriments, plusieurs saisons successives sur la même parcelle afin de ne pas trop appauvrir les sols. Cela permet de raccourcir et d'optimiser le temps de jachère (Carrière 1999).

Lorsque les portions de terres sur jeunes recrues post-courges ne sont pas disponibles ou bien lorsque la main d'œuvre pour le défrichement d'une forêt âgée fait défaut, le champ d'arachides peut être créé directement sur une jeune forêt secondaire.

- Agriculture polyculturelle très diversifiée
- Temps de jachère long (15 ans minimum)
- Production stable et diversifiée tout au long de l'année
- Problèmes de déprédation par les animaux sauvages

Certaines formes de cultures sont moins répandues. C'est le cas de la riziculture inondée, pratiquée parfois dans des marécages à raphiales. Très exigeante, elle requiert deux brûlis successifs à un an d'intervalle et un important travail afin de maintenir la qualité du produit.

Les bas-fonds inondables sont parfois cultivés à contre-saison, car le sol demeure humide tout au long de l'année : il s'agit d'espèces tolérantes à l'eau, telles que la courge, le manioc, le plantain, le macabo, les ignames, etc. ; les plantes à tubercules sont parfois plantées sur des buttes.

Les agriculteurs doivent faire face à de nombreux problèmes comme la déprédation par les animaux sauvages (rongeurs, singes ...), qu'ils résolvent par la pose de lignes de pièges autour des champs.

L'élevage

Les animaux domestiques, ovins, caprins, cochons, et dans une moindre mesure poules et canards, sont gérés par les hommes. Ces animaux sont rarement vendus et ne sont sacrifiés qu'à des occasions festives et ostentatoires. Ces animaux, susceptibles de propager des maladies parasitaires, divaguent librement aux abords du périmètre habité et occasionnent souvent des dégâts aux cultures vivrières. Néanmoins, ils participent à la fertilisation du milieu et influencent la répartition des espaces mis en culture.

La pêche

La proximité du fleuve a consacré les Ntumu en tant que pêcheurs qualifiés. Les techniques déployées sont très diversifiées ; elles sont adaptées aux lieux et aux périodes, et sont pratiquées de manière plus spécifique selon le sexe et l'âge des personnes. Par leur connaissance fine des caractéristiques du milieu, en particulier des variations d'étiage, et du comportement des espèces, les Ntumu tirent le meilleur parti de la pêche. Cette

activité saisonnière est très mobilisatrice en saison sèche, surtout en période de basses-eaux ; néanmoins, le pic d'activité de petite saison sèche (août - septembre) peut ne pas apparaître certaines années suite aux aléas saisonniers.

Sur le Ntem, les hommes adultes recourent surtout aux techniques introduites récemment (photographie 1), filet (épervier, filet flottant, etc.) et ligne (palangre dormante, palangrotte) ; une minorité pratiquent encore d'anciennes techniques de pêche, comme la pose de nasses ou la pêche à l'écope, avec ou sans barrage.



Photographie 1 : Pêche à l'épervier sur le Ntem (Photo Serge Bahuchet).

Les enfants, les adolescents et les hommes âgés pêchent plutôt dans les rivières adjacentes au moyen de lignes simples, lignes dormantes ou nasses dormantes. Les femmes exploitent ces mêmes sites, mais durant une période très courte (mars et août) pour la pêche à l'écope. A l'instar de la pêche à la nivrée³⁰, (plutôt rare), ces techniques de pêche sont l'expression la plus achevée de la cohésion dont peuvent parfois faire montre les membres féminins d'un même segment de lignage.

Les parties de pêche sont rarement précédées de rituels ; toutefois, les anciennes techniques collectives (barrage, rampe)s'accompagnent encore de prohibitions alimentaires et d'interdit sexuel, observés au cours des phases de construction et d'exploitation.

La vocation première de la pêche est la subsistance: à Mvi'ilimengalé, 83% de la production est consommée directement par le pêcheur et sa famille; une part minime est fumée, et le reste (10%) alimente soit les circuits d'échange sous forme de don, soit la

petite filière commerciale dans et hors du village. Les pêches au filet génèrent les plus gros revenus, jusqu'à 35.000 FCFA par saison. Cette manne apparaît comme providentielle car elle survient lorsque l'argent se fait rare.

Le piégeage et la chasse

Les activités cynégétiques, toutes techniques confondues, sont essentiellement destinées à *l'autosubsistance* : près des trois quarts des captures sont consommées, un huitième vendu au sein du village y est donc en partie consommé, et le dernier huitième vendu hors du village.

Parmi ces activités, le piégeage domine. Les pièges les plus utilisés fonctionnent à base d'un collet (câble métallique + tendeur). Si en forêt primaire, le nombre de lignes de pièges reste réduit (83 pièges par chasseur à Mvi'ilimengale), reflétant la faible vocation commerciale de cette activité, à proximité des cultures et dans les plantations, les Ntumu utilisent une grande variété de techniques.

Conditionnée par l'accès à une arme, la chasse au fusil n'est pratiquée en fait que par un homme adulte sur 5, de jour en forêt primaire et de nuit, à la torche, dans le terroir villageois. La chasse au fusil est la technique socialement la plus valorisée : le prestige d'un chasseur qui abat un gros mammifère (éléphant, buffle, gorille) augmente en fonction de la vigueur attribuée à sa ou ses proies, et au courage requis par leur capture. De plus, cette technique se concrétise par un fort taux de réussite : deux fois plus d'unités de gibier par sortie en forêt que pour le piégeage ; le chasseur rentre aussi deux fois moins souvent bredouille. D'un point de vue économique, il faut signaler qu'une sortie de chasse au fusil rapporte en moyenne près de huit fois plus d'argent qu'une visite de pièges (tableau 5).

	fréquence des sorties	gibier capturé*	gibier vendu**	revenu de la vente***
Chasse au fusil	7%	12%	33%	39%
Piégeage	93%	88%	66%	60%
* % du total d'unités de gibier capturées				
** % du total d'unités de gibier vendues				
*** % du montant total des ventes de gibier				

Tableau 5 : Importance relative de la chasse au fusil et du piégeage. Village de Mvi'ilimengale. Données récoltées auprès de 62 chasseurs sur une année complète.

On observe une spécialisation des activités de chasse et de piégeage en fonction du temps consacré à chacune. Les chasseurs sans charge de famille se spécialisent dans le piégeage en forêt primaire alors que les pères de famille posent la majorité de leurs pièges à proximité des lieux qu'ils fréquentent chaque jour.

La collecte

Les activités de collecte se répartissent en trois catégories :

- (a) *l'extraction* : tubercules sauvages, sève de palmier pour le vin, matériaux à usage médicinal (écorce, exsudats...), larves de coléoptères... ;
- (b) le *ramassage* : chenilles, escargot achatines, faux manguier, graines de *Ricinodendron*, fruits de safoutier...
- (c) la *cueillette* : noisette d'Afrique, raisin pahouin, fruits de *Canarium*...

La fréquence de la collecte nous permet de distinguer :

- 1 *les produits saisonniers* : chenilles, l'ensemble des fruits...
- 2 *les produits de collecte quotidienne* : le bois de chauffe, les feuilles à usage culinaire...
- 3 *les produits disponibles toute l'année mais recherchés au gré des besoins* : condiments, produits médicinaux, matériaux de construction...

L'essentiel des collectes est consommé sur place, le reste alimente ponctuellement le petit commerce local (vin de palme...), ou régional (graines oléo-protéagineuses de faux manguier et de *Ricinodendron*).

6.2 - LES ACTIVITÉS DE RENTE

Les plantations (cacaoculture, hevea)

Chez les Ntumu, la cacaoculture est la plus répandue des cultures de rente de la sous-région. Introduite au début de ce siècle par les administrateurs allemands, elle s'est rapidement intégrée aux systèmes traditionnels de subsistance. Ainsi les plantations cacaoyères forment une bande plus ou moins large le long des pistes et aux abords des villages (Carrière 1999). Ces plantations, qui forment des agroforêts riches en essences à usages multiples, participent au système de subsistance traditionnel et répondent donc aux mêmes motivations de diversification.

Les populations accordent une place très importante aux produits forestiers secondaires (fruits cueillis sur les arbres d'ombrage, plantes médicinales, bois de feu, gibiers divers...) rapportés de leurs plantations. Ils le font en dépit des recommandations inhérentes à la cacaoculture dispensées par les agronomes, qui encouragent l'élimination des arbres d'ombrage pour implanter de nouvelles variétés de cacao à haut rendement.

A Mvi'ilimengale, chaque chef de famille possède en moyenne 4,2 hectares de plantations, dont les trois quarts sont productifs ; les rendements s'élèvent de 50 à 350 kg/ha. Les revenus que génèrent une récolte normale se situent entre 160.000 et 800.000 francs CFA par planteur. Toutefois, par manque de produits phytosanitaires, d'argent ou des deux, le caractère irrégulier du traitement des pieds de cacao - contre la pourriture brune et surtout les capsides - doublé du vieillissement des plantations, se traduit par une baisse de productivité. Cette perte est actuellement compensée par une augmentation régulière du prix d'achat, libéralisé depuis 1989. Ainsi la cacaoculture reste la source de revenus la plus fiable sur le long terme. La possession d'une cacaoyère fait donc naturellement partie du patrimoine d'un chef de famille ; celle-ci représente à ses yeux la seule forme intéressante d'investissement à long terme dont ses descendants hériteront.

Chaque planteur vend sa récolte individuellement, soit au fur et à mesure de la production, sans discuter le prix s'il a besoin de liquidités, soit en négociant sa récolte en une ou deux fois s'il peut se permettre d'attendre. Les initiatives de regroupement au sein d'une coopérative de vente, lancées dans les années 90, n'ont pas survécu. Les planteurs sont souvent liés à un acheteur attiré, soit parce qu'ils en sont les débiteurs, soit pour s'assurer les services d'un transporteur en saison des pluies, car leurs camions sont les seuls véhicules aptes à affronter l'état médiocre de la piste.

L'agencement temporel des multiples activités de subsistance dépend indirectement de la cacaoculture. En effet, la récolte (octobre - novembre) mobilise l'ensemble de la population. En conséquence, la plupart des autres activités (chasse, piégeage...) sont menées à proximité des plantations (Carrière 1999). Les gains permettent de faire face aux dépenses de scolarisation, de santé mais aussi de construire de nouvelles habitations. De plus, comme l'ont montré de nombreuses études sur les agroforêts en Afrique ou dans le Pacifique, ce système de production va dans le sens de la gestion durable des ressources et du maintien de la biodiversité.

Des reliques de plantations villageoises d'hévéas persistent à proximité de Nyabizan. Elles ont été délaissées au profit d'une exploitation de type agro-industriel. La réhabilitation de ces plantations est fortement revendiquée par les planteurs, confrontés aux difficultés d'écoulement de leurs produits.

- Cacaoyères sous forme d'agroforêts diversifiées : protection de la biodiversité
- La vente de cacao génère le revenu monétaire le plus important
- Un grand nombre de produits secondaires sont liés à la cacaoculture
- Inadéquation entre les attentes des cultivateurs et les recommandations phytosanitaires
- Reliques de plantation d'hévéa : désir de réhabilitation

Autres activités de rente

La production d'une grande diversité de produits peut générer des revenus substantiels.

Ainsi, 65 % de la récolte de courge est vendue. Comme pour le cacao, la récolte et le conditionnement de la graine de courge sont capables de mobiliser une famille entière durant 4 à 8 semaines compte tenu de sa production très aléatoire. Aussi, si la vente de graines peut être lucrative, rien ne permet d'en anticiper le bénéfice.

Le surplus d'arachide est vendu, entre 8.500 et 10.000 FCFA le sac.

La banane plantain, qui intervient fréquemment dans la sphère du don (deuil, mariage), est la seule denrée vivrière dont les paysans (surtout les femmes) peuvent espérer tirer un revenu régulier.

Le maïs séché, vendu aux femmes qui le distillent, reste, quant à lui, dans la sphère locale.

Le cannabis, en principe illégal, est peu consommé ; il est essentiellement écoulé vers les marchés de Campo, de Douala et d'Oveng.

La pêche, la chasse, le piégeage et la collecte (mangues sauvages, «noisettes» ...) procurent plutôt des revenus d'appoint réguliers. L'échange et la vente de viande de brousse, de poissons, de graines à sauces et de brèdes, sont principalement réalisés entre

familles d'un même village et entre villages de la zone.

L'artisanat (vannerie, tissage de nattes de raphia, nasses et paniers de pêche) et les produits pharmaceutiques locaux peuvent être des sources supplémentaires de revenus.

La vente d'alcool

L'offre et la consommation de boissons fermentées, comme le vin de palme, par les hommes adultes se font à l'occasion de toute prestation sociale (palabres au corps de garde, promenades dominicales) mais aussi le matin et le soir sur le lieu même de leur extraction. Les femmes Ntumu distillent trois types d'alcools (l'alcool de palme, de manioc et maïs, de canne à sucre) et font fermenter 4 types de vin (vin de palmier elaeïs, de raphia, de maïs, de canne à sucre), vendus au verre ou au litre dans les cuisines, dont la production répond à peine à la demande.

La création de petites boutiques le long de la route, en le rendant l'alcool accessible, favorise la consommation d'alcool importé (bières camerounaises et alcool illicite en provenance de Guinée-Equatoriale). L'alcool de la ville est un bien ostentatoire, très valorisé.

6.3- STRATÉGIES DE SUBSISTANCE

Gestion des activités dans le temps et dans l'espace

La pluviométrie a une incidence directe sur la succession des activités agricoles. Les cycles végétatifs imposent à l'homme (abattage, défrichage des champs ; désherbage et pulvérisation de la cacaoyère) comme à la femme (nettoyage et brûlis, semis et désherbage de l'arachide) un respect strict des échéances, qui suppose une maîtrise du calendrier (figure 5) et une connaissance fine des caractéristiques biologiques de leur environnement. Il en va de même pour les activités de prédation, dont la pratique suppose un savoir préalable portant sur la distribution spatiale et la phénologie des individus, dans le cas de la collecte, sur l'éthologie et les aires de déplacement des espèces animales, dans celui de la chasse et de la pêche.

	<i>manioc amer</i>	<i>plantain</i>	<i>autres tubercules</i>	<i>manioc doux</i>
<i>jan</i>	47	17	5	8
<i>fev</i>	31	15	5	9
<i>mar</i>	43	22	7	17
<i>avr</i>	42	26	6	13
<i>mai</i>	44	24	6	17
<i>jui</i>	47	17	7	15
<i>juil</i>	52	21	8	20
<i>aou</i>	53	18	4	11
<i>sep</i>	64	17	3	7
<i>oct</i>	52	15	2	17
<i>nov</i>	45	16	4	4
<i>dec</i>	46	18	4	7

Figure 5 : Variation saisonnière des activités de prédation; Fréquence mensuelle des sorties de pêche et de chasse de 31 ménages (Village de Mvi'ilimengalé, 1998)

Au nom de la stratégie opportuniste communément adoptée visant à diversifier les activités au cours d'un même déplacement, l'agriculteur Ntumu cherche autant que possible à regrouper ses aires d'activités ; cela incite certains d'entre eux à cultiver au-delà du fleuve Ntem, ou à s'éloigner sensiblement du village afin de parcourir une aire d'un seul tenant. Cette stratégie a débouché sur la création, par un segment de lignage, d'un hameau en marge du terroir villageois permettant de recentrer l'habitat par rapport à son propre terroir. Enfin, la planification spatiale des aires cultivées est opérée en fonction du cycle de vie de l'agriculteur, de telle sorte que l'éloignement du champ se réduise au fur et à mesure de l'avancée en âge de son exploitant.

Stratégies alimentaires

Les stratégies agricoles décrites ci-dessus garantissent aux Ntumu un approvisionnement régulier en denrées vivrières tout au long de l'année ; selon Dounias (1993), chez leurs voisins Mvae, l'agriculture est excédentaire et produit même à perte. Au même titre que les produits horticoles, les produits de collecte et les aliments d'origine animale³¹ pallient la pauvreté en protéines des plantes à tubercules, qui sont à la base du régime alimentaire . C'est donc à l'originalité d'un système de production garantissant l'accès à une gamme diversifiée d'aliments que le régime doit son équilibre nutritionnel. Le large éventail de denrées consommables est exploité de manière optimale, en dépit du caractère ponctuel ou aléatoire de leur apparition : nous avons dès lors affaire à une gastronomie complexe, où les préparations culinaires sont hiérarchisées selon le plaisir (et le prestige) qu'elles procurent: ainsi, un repas principal typique se compose-t-il préférentiellement de manioc amer préparé sous forme de bâton, accompagné d'une «soupe» assaisonnée (piments, oignons, tomates, gingembre, ail) et enrichie d'arachide, dans laquelle baignent nécessairement des morceaux de viande ou de poisson, cuits en ragoût. En période de production, la sauce se compose de graines de courges ou d'amandes de mangue sauvage ; en période de soudure de l'arachide (avril-mai), ce sont les noix de palme qui en font, faute de mieux, office de liant.

La distribution saisonnière des activités de chasse et de pêche ne garantit toutefois pas un approvisionnement régulier en denrées animales et, hors des périodes d'abondance, la cuisinière Ntumu se voit souvent obligée de «bricoler» un repas de fortune³², en recourant à des préparations à base de brèdes³³, ou d'animaux conservés par fumage.

Enfin, l'alimentation est encore largement fondée sur la subsistance : en dépit du goût immodéré des Ntumu pour les produits importés, les aliments tels le riz, la farine de blé et les haricots n'occupent, de par leur coût élevé, qu'une place marginale dans le régime alimentaire, en n'apparaissant qu'à 0,3 % des repas.

La réalisation d'un équilibre biologique n'est toutefois qu'un aspect de l'alimentation : la nourriture permet aussi à l'homme de satisfaire un bien-être psychoculturel qui se manifeste par le soin qui entoure sa préparation³⁴, ainsi que par le rôle symbolique qu'elle joue dans tout type de prestation sociale. Lors de la tenue d'une cérémonie ou de l'hébergement de personnalités, la famille hôte s'astreindra à déployer un faste insolent en offrant à ses invités une nourriture aussi riche et variée que ses moyens le lui permettent. Aussi, tous les aliments hautement valorisés (viande de dinde

ou maquereau, vin rouge et liqueurs), font-ils partie des cadeaux qui accompagnent nécessairement la dot lors d'une demande en mariage, tandis que les cérémonies de deuil se marquent par la préparation des meilleurs gibiers, et la consommation d'alcools locaux. L'importance accordée à la viande, tant du point de vue nutritionnel qu'au nom de la dimension sociale et spirituelle qu'elle recouvre, plaide pour une recherche d'alternatives (en terme de reproduction des ressources) qui exclut l'interdiction pure et simple de la chasse de subsistance.

Stratégies économiques

Les contraintes écologiques (climat, distribution spatiale et temporelle des ressources) qu'impose la vie en milieu forestier équatorial, doublées de contraintes sociales (mobilité spatiale, échange de biens et de services, etc.) ont favorisé la diversification des activités de subsistance, au point que le Ntumu font figure de société de «non-spécialistes», archétype des populations d'essarteurs.

Toutefois, en considérant de plus près la diversité des techniques relatives à un même type d'activité (pêche, chasse, collecte), il apparaît que chacune est spécifique d'un statut biologique ou social (âge, sexe, statut marital) ; un jeune garçon suit la trace de ses aînés en mettant en pratique, au profit de la maisonnée, les connaissances techniques qu'il a nouvellement acquises. Avec l'âge, il adoptera des techniques plus coûteuses (pêche au filet, piégeage au câble d'acier, abattage à la tronçonneuse, chasse au fusil, culture de cacao), mais aussi plus rentables.

Ce phénomène de spécialisation progressive n'a pas été observé chez les femmes qui, dès leur plus jeune âge, accumulent des connaissances dans leurs propres domaines d'activité, agriculture, activités domestiques, éducation et soins aux enfants. Du fait de l'emprise que les hommes entendent garder sur la sphère décisionnelle, les femmes contribuent à l'enrichissement et au prestige de leurs foyers respectifs en développant des activités annexes comme la préparation de boissons fermentées ou alcoolisées, ou la préparation de viande, beignets, huile de palme, qu'elles vendent à leur profit. Nous avons observé que les veuves se lancent par nécessité dans la vente de surplus agricoles, de venaison ou de fripes.

En réalité, les choix stratégiques qu'opère un chef de famille, en privilégiant une gamme d'activités au détriment d'une autre, évoluent au cours de son existence en fonction de son statut social : peu après son mariage, il s'investit davantage dans des activités de subsistance et dans la consolidation d'un capital matériel et humain (constitution d'une famille, première mise en culture, plantation d'une cacaoyère). La deuxième étape consiste, pour le chef de famille, à valoriser ce capital afin de générer des surplus qui seront commercialisés. Il aura à cœur de réaliser des actions de prestige, faisant honneur à son nom, tout en assurant l'avenir des siens : construction et équipement d'une maison, ouverture de boutique, paiement des dots, voyages. Au nombre des stratégies mises en oeuvre sur le long terme, citons enfin le choix opéré par certains d'inscrire le plus apte de leurs fils dans un établissement scolaire prestigieux, dans l'espoir d'en faire une élite ; le fait de pouvoir en compter une dans ses rangs facilite le développement de liens entre la ville et le village, permettant de tirer parti d'avantages

réciroques (cf rapport thématique «Relations villes-forêt»). Le revers de la médaille est le risque de voir ces élites s'immiscer comme principaux négociateurs et défenseurs des intérêts villageois, lorsqu'ils se confondent avec leurs intérêts personnels. L'autoproclamation des élites comme négociateurs obligés est souvent le point d'achoppement des actions de développement.

Par ailleurs, c'est en sollicitant ses proches par des dons en espèces ou en nature qu'un chef de famille peut faire face aux événements imprévus (maladie, hospitalisation, divorce, deuil), à charge de revanche. Néanmoins, la réussite personnelle, qui suscite à la fois admiration et convoitise (Geschiere 1995), est à l'origine de nombreux actes de sorcellerie ayant pour but de freiner un «écart de conduite» qui met à mal l'éthos d'égalité (ou de non-émergence) généralement revendiqué par ces sociétés «acéphales». Considérée comme acquise au détriment des autres, la réussite anormale est sanctionnée par la maladie ou la mort. C'est la raison pour laquelle les élites affichent leur statut au village par des constructions fastueuses et prétentieuses, mais se gardent bien d'y séjourner, sauraient-ils d'ailleurs s'y réadapter ?

Enfin, la stratégie de diversification des systèmes de production affichée par les Ntumu ne répond pas qu'à des facteurs endogènes : elle a guidé leur démarche de réappropriation des grandes innovations (fixation de l'habitat, développement des cultures de rente) qui leur ont été imposées par le pouvoir colonial, en y apportant des réponses originales (développement de l'arboriculture dans les cacaoyères, refus de la spécialisation et du productivisme), plus respectueuses du maintien de la cohésion sociale. Plus récemment, les expériences cumulées de la dévaluation du franc CFA, de la chute des cours du cacao et de la faillite des banques ont aiguisé leur prudence face au discours teinté de libéralisme économique que tiennent les agents de l'État et les développeurs : ils s'en tiennent dès lors à des stratégies éprouvées de longue date (développement des cultures vivrières, maintien du capital cacaoyer) qui sous-tendent une prise minimale de risque (Courade 1994).

7 - PERCEPTION DES HOMMES ET DE LA FORÊT

Les recherches psychologiques ont été effectuées sur base d'enquêtes (questionnaires, entretiens individuels, animations de groupe) destinées à recueillir simultanément les visions du monde des deux ethnies présentes, les Mvae et les Ntumu et de les confronter.

La perception de soi et de l'autre

Dans chacune des deux ethnies, la description générale qu'ils se donnent d'eux-mêmes est similaire : les activités importantes citées par les hommes sont l'agriculture, la chasse et la pêche ; celle des femmes touchent à la sphère ménagère. L'étymologie des ethnonymes renvoie à la forêt et aux impératifs de la survie en son sein : se nourrir (récit d'un conflit au cours du partage d'un gibier) et s'y reproduire (métaphore de l'arbre éparpillant ses graines à tout vent).

Les qualités et les défauts que les ressortissants attribuent respectivement à leurs voisins englobent la gamme des attitudes comprises entre la solidarité et la mésestime, la générosité et la rancœur, soit autant d'éléments exprimant à la fois l'importance et la difficulté de la vie en société.

Une différence marquée entre les deux groupes concerne l'adoption d'une attitude (réservée versus ouverte) qui découle de la supériorité numérique qu'ont les Ntumu (qualifiés de crispés et méprisants³⁵) sur les Mvae (taxés de beaux parleurs et envahissants). Les premiers agissent comme s'ils entendaient contenir la volonté presque impérialiste d'extension de leurs voisins, en leur rappelant, tant dans les relations matrimoniales que politiques et territoriales, les limites de leur position minoritaire.

La perception de la forêt

Globalement, les Mvae et les Ntumu partagent une perception semblable de la forêt : habitée par les animaux et les plantes, et travaillée par l'homme, elle est avant tout nourricière et offre à l'homme, de par les diverses utilisations qu'il en a, un cadre protecteur. Enfin, son étendue («aussi vaste que le ciel»), sa fertilité et le caractère vierge et éternel de ses ressources - associés à son statut de création divine - suscite la confiance de l'homme et contribue à sécuriser son avenir. La forêt est toutefois aussi le domaine des bêtes féroces et des reptiles (animaux dangereux et aux connotations symboliques fortes), un lieu inhospitalier où l'homme souffre des insectes et de la solitude, et qui est susceptible de le surprendre (accidents), de lui offrir le pire (envoûtements).

Si, pour les Ntumu, l'action de l'homme (par défrichage abusif ou négligence) peut être préjudiciable à la forêt, ce n'est que temporairement ; les Mvae, de par leur plus grande proximité avec la réserve de Campo et la société forestière du même nom, tiennent sur la forêt un discours (de séduction ?) nettement plus empreint d'impératifs de protection.

Attitudes face au changement : passé et présent

Interrogés sur leur passé, les deux ethnies considèrent que les conditions de vie étaient à la fois meilleures et pires : la vie d'antan est ainsi qualifiée de bonne et facile de par l'absence de pauvreté, le respect de la tradition et des coutumes, la solidarité, l'abondance de gibier et la fertilité des sols. Ses aspects négatifs tiennent à la violence (guerres tribales et familiales), à l'isolement, à certaines exigences de la tradition (cloisonnement de la femme adulte) et surtout à «l'ignorance».

L'ambivalence du discours déjà présente dans la perception de l'autre ressort particulièrement dans l'évocation des conditions de vie actuelles et futures : bien que les Mvae soient plus nuancés que leurs voisins Ntumu au sujet des bienfaits de la «civilisation», tous lient les aspects positifs de la vie d'aujourd'hui à l'ouverture au progrès (qualifié également de «modernité», «confort», «richesse» ou «développement»), tout en regrettant l'impact négatif qu'a eu ce dernier sur les valeurs sociales d'autrefois (dignité, respect des aînés) et en stigmatisant les effets de la «crise économique» sur leur niveau de vie (cherté des produits) et sur les comportements des jeunes (banditisme, paresse, prostitution, alcoolisme). De même le blanc (le missionnaire), vecteur de civilisation et de liberté, est-il qualifié aussi souvent d'exemplaire et généreux, que de trompeur et méprisant.

Pour les Ntumu, le progrès est manifeste : ils l'illustrent par la présence de la piste et des nombreux édifices (écoles, dispensaires) construits, mais sans mentionner (à l'inverse des Mvae) la perte de qualité qu'ont connus l'éducation et la santé ces dernières années. En citant au nombre des acquis ce dont ils ne bénéficient pas encore (distribution d'eau et d'électricité, aménagement de la piste), ils ne font que se projeter dans l'évolution que connaissent les petites villes voisines.

Le présent au futur : les enjeux de la modernité

Quelle que soit leur teneur, les discours que les deux ethnies tiennent sur l'avenir (dans l'espace d'une génération) sont liées au développement tel qu'ils le perçoivent dans le présent. Si, pour les Ntumu, les améliorations futures sont conditionnelles (si leurs enfants arrivent à tirer parti des innovations) et axées sur les potentialités locales (développement des activités traditionnelles), les Mvae affirment que la vie future sera forcément meilleure car le développement technologique sera arrivé dans les villages, et son pendant social se concrétisera par l'argent que leurs enfants - qui, éduqués, vivront en ville - leur ramèneront nécessairement.

Ainsi, les Ntumu, conscients des enjeux que recouvre la modernité veulent se donner les moyens d'y faire face et se réservent une part d'ascendant sur le cours de leur destin. A ce propos, ils bénéficient certainement de l'expérience de leurs frères de la région d'Ambam ainsi que sur celle de leurs parents Gabonais, dont le pouvoir d'achat a grimpé du fait de la dynamique économique que connaissent ces régions frontalières.

Les Mvae, en revanche, se soucient du maintien en l'état des fondements de leur société, et revendiquent leur entrée dans la cour de la modernité sans se construire positivement face aux exigences de cette dernière : l'idéalisation outrancière qu'ils font du futur vient sans doute compenser, outre leur statut de minorité, le sentiment d'être dépendants, impuissants face au changement.

Les valeurs sûres : les gens et la forêt

Enfin, ce qui domine dans les discours recueillis, c'est le désir de ne pas perdre les valeurs sociales et matérielles qui ont fait leurs preuves au cours de leur histoire, tout en bénéficiant de ce qui - à leurs yeux - a le plus de prix dans les apports extérieurs : les conditions de reproduction sociale ont été abondamment citées : se nourrir et se multiplier, en assurant d'une part l'équilibre entre le territoire et les ressources, d'autre part la collaboration entre ses occupants. Leur partenaire le plus fiable a été et reste la forêt, «qui ne nous a jamais trompés» : représentée de manière positive et vitale, elle est le seul élément qui ne suscite pas de réponses bipolarisées et dont la protection est jusqu'ici du ressort de ses habitants.

Aussi, que la conservation soit comprise, espérée ou fantasmée, elle est exprimée comme étant la garantie de leurs richesses, de leurs biens et ce, essentiellement en prévision de l'avenir de leurs enfants. La route qui condense à leurs yeux la notion de progrès, renforce une valeur qui leur est chère : la mobilité, symbole d'ascendant sur le monde physique et social. Dans cette perspective, leur plus grand espoir peut se résumer dans cette formule : «la vie au village sera citadine».

8 - IMPACTS DES ACTIVITÉS SUR LE MILIEU

8.1 - ÉVOLUTION DES SURFACES CULTIVÉES

Comme dans toute agriculture itinérante sur brûlis en équilibre avec la forêt, au moment où des terres sont défrichées, d'autres se régénèrent, laissant place à de nouveaux sites de culture. Autrefois, lorsque les terres situées à proximité des villages étaient entièrement cultivées, les villages migraient à la recherche de terres forestières fertiles et giboyeuses. La mise en place de structures pérennes (églises, écoles, dispensaires ...) dans les villages, a été la conséquence de la sédentarisation forcée des populations au bord des routes à l'époque coloniale, tandis que les surfaces défrichées s'accroissaient aux abords des villages.

Sédentarisation post-coloniale des villages
Augmentation des surfaces cultivées autour des villages
Mise en place du système de rotation sur jachères
Respect d'un long temps de jachère

Aujourd'hui, la superficie des terres anciennement cultivées (jachères jeunes et âgées) est relativement importante dans la zone d'étude. Depuis quelques années un équilibre est atteint (Carrière 1999). La superficie de forêts matures défrichées chaque année reste stable et relativement faible, en accord avec les observations effectuées dans d'autres sociétés d'agriculteurs itinérants (Dounias 1993, De Wachter 1996, Carrière 1999) d'Afrique tropicale.

A Nkongmeyos, 16 % des essarts destinés à la culture de la courge sont établis sur forêt primaire ou secondaire âgée, ce qui correspond à la mise en culture annuelle d'une superficie moyenne totale de 1 ha en forêt primaire pour un village donné. Il s'ensuit que 84 % des essarts sont défrichés chaque année sur des jachères de plus de 15 ans, ce qui correspond à une superficie de 6.3 hectares par an. Puisque les champs de courges représentent 40 % des surfaces défrichés par les paysans chaque année, seulement 6 % des champs vivriers sont abattus sur forêt primaire. Le champ d'arachides est mis en place deux fois par an, sur des jachères d'au moins 15 ans (64 % des champs) ou bien sur des jachères pré-forestières faisant suite à la récolte de la courge (33 % des champs). La mise en culture de jachère de courte durée (8 ans environ) est rare³⁶ (Carrière 1999).

Système agricole en équilibre avec le milieu car voué à l'autosubsistance
Seulement 16 % des champs sont créés sur des forêts primaires (1 à 2 hectares pour un village de 250 habitants)
Non destruction massive du milieu naturel

Pour conclure, il est clair que le système agricole des Ntumu est en équilibre avec l'environnement forestier, étant donné que la pression sur les terres et la croissance démographique sont encore faibles. Le temps de jachère est en général respecté. Actuellement, et ce depuis quelques dizaines d'années, la superficie du terroir agricole est relativement stable et les rotations culturales se font quasiment en vase clôt au sein du terroir villageois.

8.2 - IMPACT DES PRATIQUES AGRICOLES SUR LA RÉGÉNÉRATION DE LA FORÊT ET SUR LA BIODIVERSITÉ

Une des grandes particularités de l'agriculture Ntumu, en comparaison avec d'autres agricultures itinérantes sur brûlis, pratiquées sur d'autres continents et dans d'autres conditions sociales et économiques (Bahuchet et de Maret 1994), est le développement de pratiques traditionnelles bénéfiques à la régénération de la forêt dans les jachères, point clé d'un tel système agricole.

l'approche écologique d'APFT a permis de mettre en évidence que les arbres laissés par les Ntumu (Photographie 2) dans les champs vivriers lors de l'abattage, contribuent à accélérer la régénération forestière dans les jachères et de ce fait à reconstituer plus rapidement la fertilité des sols (Carrière 1999).

Lors de la création d'un champ de quelque type que ce soit, le paysan Ntumu a pour habitude d'épargner pour diverses raisons quelques arbres de la forêt (environ une vingtaine d'arbres /ha, toutes tailles confondues). Les grands arbres adultes (*Ceiba pentandra*, *Triplochiton scleroxylon* et *Terminalia superba* pour citer les plus fréquents) sont principalement laissés pour procurer un ombrage léger aux cultures sous jacentes. D'autres arbres sont des indicateurs de fertilité du sol³⁷ ; ils protègent également les cultures des grands vents dévastateurs. De nombreuses espèces d'arbres sont préservées pour leur utilité extra agricole (bois d'œuvre, plante médicinale, fruits...), mais aussi pour leur valeur sociale et culturelle. Enfin, les arbres «qui ne gênent pas» les cultures sont maintenus dans les champs par économie de temps et de travail.

Nos observations ont montré que d'une part, dans les champs, la quantité de graines déposées sous les arbres par les oiseaux frugivores est nettement supérieure à celle observée dans les sites dépourvus d'arbres. D'autre part, il a été mis en évidence que le recru forestier post-agricole grandit plus vite sous les arbres isolés qu'à ciel ouvert. Les espèces qui s'implantent sous les arbres sont plutôt des arbres, des arbustes et des lianes tandis qu'à ciel ouvert ce sont plutôt des arbustes, des lianes et surtout des plantes herbacées (Carrière 1999).



Photographie 2 : Un champ vivrier Ntumu avec, au premier plan, les arbres épargnés lors de l'abattage, et au second plan une jachère âgée (photographie Stéphanie Carrière).

En résumé, la présence d'arbres isolés dans les champs contribue à former des noyaux de régénération du milieu, formés d'espèces caractéristiques des forêts secondaires. Ces taches de régénération peuvent entrer en coalition avec d'autres taches au sein d'un même champ et accélérer fortement la régénération forestière dans les jachères, comme l'ont constaté les agriculteurs Ntumu (Carrière 1999).

- De nombreux arbres sont délibérément protégés dans les champs (environ 20 / ha)
- Ils ont presque toujours une valeur agronomique, sociale ou culturelle
- Ils contribuent fortement à la régénération forestière et à l'équilibre entre la forêt et les hommes

Tout comme les diverses formes d'agricultures itinérantes sur brûlis, cette pratique agricole ancestrale reflète une adaptation ingénieuse à autant d'environnements variables et hostiles dans certains cas, fondée sur une connaissance remarquablement complète de l'écologie locale et des possibilités des sols (Allan 1972).

8.3 - IMPACT DES ACTIVITÉS DE PRÉDATION SUR LA FAUNE ET LA FLORE

Bien que la chasse dans son ensemble soit à 87 % une activité de subsistance, l'importance accrue du piégeage, et dans une moindre mesure de la chasse au fusil, activités à vocation lucratives, sont perçues par les populations comme ayant modifié la faune. Ainsi, ils ont pu suivre au cours des trente dernières années la disparition locale ou la migration vers la réserve de Campo d'une dizaine de grands mammifères fort valorisés, comme l'éléphant, le chevrotaïn aquatique, le pangolin géant, le guib harnaché. D'autres espèces, comme le crocodile, le buffle, ou les grands singes, leur semblent aussi en voie de disparition. Dans cet espace vacant se sont développées d'autres espèces plus petites (cf. Lahm, 1996 pour le Gabon et Dethier, 1997 pour l'Est du Cameroun) dont la niche écologique est adaptée aux recrûs forestiers et aux plantations, comme l'athérure (*Atherurus africanus*), le céphalophe bleu (*Cephalophus monticola*) et le rat palmiste (*Xerus erythropus*), qui représentent respectivement 12, 19 et 25 % des captures annuelles de gibier du village de Mvi'ilimengalé.

La confrontation de divers témoignages, et les données disponibles dans la littérature (Dounias 1993, Koch 1968, Tessmann 1913) concordent pour souligner que le nombre de pièges par ligne a considérablement augmenté. Cette augmentation de la pression sur la faune n'est pas à imputer à une consommation familiale accrue, mais bien au développement du commerce de gibier.

Cette perception villageoise d'une raréfaction de la ressource faunique dans le terroir forestier est corroborée par les données écologiques disponibles sur l'évolution des peuplements de la grande faune d'Afrique centrale (Chardonnet 1995).

Concernant l'ichtyofaune, l'éventail des techniques de pêches ajusté à la vaste distributions spatio-temporelle des espèces, assure une ponction diversifiée en toute saison ce qui explique que l'on ne recueille aucune allusion dans le discours sur la raréfaction des ressources halieutiques.

Concernant le monde végétal, les villageois n'ont mentionné qu'une espèce de rotin, *Calamus secundiflorus*, comme ressource en baisse sensible de disponibilité, ce qui ne veut pas dire qu'elle est la seule.

CONCLUSIONS

Les villages de la Vallée du Ntem, dans leur position de «cul-de-sac», font actuellement face à un fort problème d'enclavement lié à l'état déplorable de l'unique piste. Par ailleurs, il a été observé un sous-équipement en infrastructures sanitaires et scolaires ainsi qu'en véhicules, destinés au transport de personnes et de marchandises (surplus en produits vivriers et cultures de rentes).

Cette région est appelée dans les prochaines années à évoluer. La construction d'une route reliant Ma'an à Nyabizan puis aux grandes villes de la côte (Campo, Kribi et Douala) est en cours. D'autre part un barrage hydroélectrique est à l'étude³⁸.

Si l'enclavement géographique qu'ils connaissent n'empêche pas pour autant les populations de vivre et de se déplacer, il n'induit pas moins une forme d'enclavement psychologique, soit un sentiment partagé d'être les " laissés-pour-compte " du système. Les promesses des rares «développeurs» n'ont jamais été suivies d'effet. Cette angoisse de non-reconnaissance déteint sur le discours tenu au sujet du développement («mieux vaut une mauvaise piste que pas de piste du tout»). Elle les préparerait à accepter (en imaginant qu'on leur demande leur avis) que les ressources de leur environnement soient partiellement sacrifiées, en contrepartie de l'obtention d'infrastructures (route, électricité). Deux exemples illustrent cela : d'une part, le barrage hydroélectrique sur le fleuve Ntem³⁹ toujours à l'état de projet, qui menace de réduire l'extrême diversité biologique de la zone ainsi que la variété de techniques mises en œuvre par les occupants pour en tirer profit ; d'autre part, l'ouverture récente (et «sauvage») de la région aux exploitants forestiers qui va (est déjà en train de) provoquer des perturbations très importantes. Dans ce second cas, nous pouvons présager des déséquilibres biologiques et sociaux à venir, à la lumière des enseignements que nous ont apportés l'observation de sites déjà atteints par le phénomène (voir rapport thématique «Perturbations de l'environnement»).

Les études menées dans le cadre d'APFT dans Site de la Vallée du Ntem prendront alors une importance à tous les niveaux. Une proposition des chercheurs est d'en faire un *observatoire* de transformation des écosystèmes forestiers dont le rôle serait de suivre l'évolution concomitante des terroirs et des hommes. C'est dans la perspective de changements irrémédiables que nos recommandations prennent tout leur sens, soit en anticipant les problèmes, soit en proposant des mesures d'accompagnements aux changements.

LA SANTÉ : ÉPIDÉMIOLOGIE ET PRÉVENTION

Le milieu humide est particulièrement propice à la présence de nombreux insectes vecteurs de maladies, et de parasites intestinaux. Le niveau de circulation des virus est par ailleurs lié aux conditions de vie précaires. Les indicateurs de l'état nutritionnel mettent en évidence un important retard de croissance staturale (indicateur d'adaptation des populations au milieu forestier pathologiquement contraignant) mais un faible taux de maigreur relative, à rapporter à la qualité d'un environnement nutritionnellement riche et varié. Le milieu forestier encore préservé dispense tous les nutriments permettant de

faire face aux besoins nutritionnels.

Concernant les efforts de prévention médicale, les populations ont été peu touchées par des campagnes de prévention, tant dans le domaine des vaccinations que dans celui des MST-SIDA. La faible proximité avec le SIDA ne favorise pas l'adoption de comportements préventifs, alors que la plupart des utilisateurs de préservatifs se disent motivés par la prévention des MST, pathologies qui leur sont plus familières. La recherche sur l'usage des préservatifs et leur diffusion dans les villages a mis en évidence l'intérêt tant des hommes que des femmes pour ce produit, en particulier en prévision de fêtes, dès lors qu'il est disponible⁴⁰. Une forte demande en IEC et planning familial (limitation des naissances, contrôle des naissances) a été notée, particulièrement dans les villages chez les grandes multipares encore fertiles, et les jeunes filles scolarisées à Ma'an désireuses de poursuivre leurs études, ces deux catégories pratiquant l'avortement clandestin par manque de stratégie alternative.

Recommandations

A long terme : Études sur l'évolution des pathocénoses⁴¹ en particulier sur l'émergence de maladies virales, métaboliques ou psychosociales, révélant l'inaptitude des sociétés aux nouvelles conditions de vie.

Dans l'immédiat :

- La mauvaise entente entre sous-unités sociales devrait rendre difficile l'implantation de dispensaires autogérés ou même de pharmacies villageoises, mais l'expérience pourrait être tentée à l'échelle locale, à titre de test, car une réduction significative de la mortalité peut être espérée avec quelques mesures simples, notamment contre le paludisme,
- Prévention : Sensibilisation des populations avant les campagnes de vaccination. Dans les campagnes d'IEC⁴² MST-SIDA, adapter les messages au contexte de la sexualité : l'usage des préservatifs répond à des motivations spécifiques selon le sexe et l'âge (contraception pour les adolescentes, contraception et espacement des naissances pour les femmes selon le nombre d'enfants mis au monde, éviter " l'empoisonnement " de l'enfant allaité, prévention des MST chez les hommes et les femmes dans un contexte de multipartenariat).
- Proposition de stratégies alternatives aux femmes désireuses de limiter temporairement (jeunes filles scolarisées) ou définitivement (grandes multipares) leurs grossesses. Mise en place d'une structure d'IEC/planning familial adapté aux besoins locaux.

LA DÉMOGRAPHIE

Les données administratives publiques sont relativement peu précises. Il est globalement admis que la sous-estimation du RGPH est de l'ordre de 20 %. Cela peut poser un réel problème en terme de programme d'aménagement de ne pas disposer de données statistiques fiables.

On peut néanmoins considérer que faible densité de population se maintient à un niveau presque stable malgré la hausse de la natalité (due essentiellement à la quasi-disparition de la stérilité) et la baisse de la mortalité par l'importance des phénomènes migratoires. La forte mobilité sexuelle se situe surtout dans un contexte de déplacement (voyages hors du village, et absence du conjoint au village). Elle est un important facteur de risque pour la transmission de MST-SIDA. Compte tenu des déplacements fréquents entre la forêt et la ville, les contacts avec les populations citadines davantage touchées par le SIDA, peut faire craindre à terme une diffusion de l'épidémie à des régions encore peu touchées.

Recommandations

A long terme :

- Implantation d'un observatoire de population dont le principal objectif sera de suivre l'évolution de sa structure (pyramide par sexe et âge, proportion de jeunes/actifs par rapport aux vieux/inactifs, évolution de la structure des ménages vers la monoparentalité, degré d'ouverture des populations sur l'extérieur, sociétés pluriethniques, etc..) et de sa dynamique (évolution des densités de peuplement, évolution du solde naturel - natalité et mortalité - et du solde migratoire et des variables explicatives (gestion de la sexualité, contexte socio-sanitaire)
- Incitation des jeunes à rester au village par la valorisation sociale et monétaire des activités à faible pénibilité (diversification des activités agricoles) et à revenus immédiats (vin de palme, vin de canne à sucre, pêche ...)

A court terme : Éducation sexuelle et planning familial à organiser ; ainsi que la mise en place d'un réseau de diffusion de préservatifs.

LA SCOLARISATION

Dans la vallée du Ntem, la précarité caractérise le système scolaire, même si le niveau d'étude apparaît plutôt meilleur que dans bien des régions ou pays africains. Il faut le comprendre comme une conséquence positive de l'engagement des missions chrétiennes implantées depuis un siècle au Sud Cameroun. Actuellement, l'État camerounais ne parvient pas à prendre le relais en instaurant des établissements de bon niveau scolaire, disposant de matériel pédagogique suffisant. La société civile s'est en partie organisée pour suppléer aux carences de l'État.

Recommandations

A long terme : Développer une politique d'éducation nationale cohérente et de bon niveau.

Dans l'immédiat :

Sections Artisanales Rurales à développer

Éviter la nomination de personnel originaire de la zone

Reculer la date de rentrée des classes dans les zones cacaoyères de 2 mois au moins pour en faciliter l'accès aux plus démunis (récolte du cacao conditionne le départ vers les écoles)

LES ACTIVITÉS DE SUBSISTANCE

Si les habitants de la Vallée du Ntem ont développé des systèmes de production variés, leur stratégie globale de subsistance -basés sur la non-spécialisation- semble de plus en plus fragilisée par les changements depuis le début de ce siècle. Ces changements récents et sans conséquences majeures pour l'instant ont aidé les habitants à améliorer (ou à maintenir) leur niveau de vie, mais ne leur ont pas pour autant apporté les attributs du monde moderne, pas plus que les outils leur permettant de se les procurer.

Nous avons constaté une tendance à la spécialisation dans quelques techniques d'acquisition des ressources. L'introduction de nouvelles techniques peut parfois occasionner une perte des connaissances traditionnelles, qui pourrait alors entraîner une dépendance monétaire très rapide et irrémédiable, provoquant des pertes d'autonomies pour la subsistance.

A court et moyen termes, les déplacements de proximité et de moyenne durée, essentiellement motivés par des besoins sociaux (visites aux parents) sont un des moyens de gérer le risque dans une économie reposant en majorité sur la subsistance. Un autre facteur important dans la gestion du risque lié aux aléas climatiques sociaux et économiques est la diversification des activités de subsistance (chasse, pêche ou cueillette) et des ressources en fonction des saisons et des opportunités .

Le constat que nous faisons est le suivant : le système traditionnel de subsistance en milieu forestier, dont la flexibilité a permis aux populations de faire face aux changements coloniaux et post-coloniaux, survivra-t-il aux changements induits par les nombreuses interventions extérieures (exploitations forestières, projets d'infrastructure et de développement), qui contribuent à réduire le «monde des possibles» sur lequel repose l'identité ntumu ?

Recommandations

A long terme :

Favoriser le maintien de la diversité des activités de subsistance et des ressources (faune, flore et plantes cultivées) exploitées,
Réduire l'exploitation industrielle de la forêt, dans un but de gestion durable de cette ressource,

Valoriser la diversité des ressources et des activités forestières en intéressant économiquement les populations locales. La diversification des produits écoulés permet de ne pas concentrer l'impact humain sur un seul type de ressources.

Promouvoir un écotourisme dans la vallée du Ntem, milieu riche en paysages,

Diversifier les produits forestiers (pas uniquement cynégétiques) écoulés vers les villes,

Tester à l'échelle locale des tentatives d'«élevage» portant sur des espèces de gros rongeurs (aulacode, athérure) et d'ongulés (néotrague, certaines espèces de céphalophes, Feer 1996).

Canaliser la chasse vers une pratique dans l'espace domestique, en ciblant les espèces anthropophiles qui viennent visiter les zones de culture (champs et recrus) et les espaces domestiques riches en essences fruitières, où elles trouvent de bonnes conditions à leur reproduction. APFT, dans le cadre de sa composante «Relation Ville-forêt» a consacré une étude-filière particulière à cette ressource (Trefon et Defo 1998).

A court terme :

Ouverture de marchés locaux et périodiques (hebdomadaire) pour solliciter une meilleure planification des récoltes et ainsi éviter les pertes par pourrissement, trop fréquente jusqu'à présent parce que les acheteurs annoncés n'honorent pas les rendez-vous.

LES ENJEUX FONCIERS : PRESSION SUR LA TERRE

Sur le plan foncier, l'émergence de nouvelles prérogatives «consommatrices» de terres, telles que la commercialisation des produits vivriers pourrait aboutir très rapidement à une pression accrue sur les terres de culture. L'augmentation des conflits terriens mais aussi et surtout l'érosion du capital 'terre', qui demeure le garant du bon fonctionnement d'un tel système d'agriculture itinérante, conduit au raccourcissement du temps de jachère et donc à la diminution de la production agricole.

Les problèmes alimentaires jusqu'alors quasi inexistantes pourraient très rapidement se faire sentir et faire évoluer ces populations vers une paupérisation certaine, constat qui n'est pas nouveau. Les conséquences sociales, culturelles (réduction du temps alloué à l'agriculture et perte des connaissances en rapport avec les activités de subsistance) et écologiques (déforestation et non respect du temps de jachère) sont irrémédiables.

Il nous semble primordial, face aux changements futurs, de penser à procurer aux populations des moyens diversifiés leur permettant de réaliser un revenu satisfaisant. Il est fondamental de mieux rentabiliser la production agricole afin de freiner l'accroissement des superficies défrichées ainsi que la pression sur une faune déjà appauvrie.

Recommandations

A long terme :

Valorisation monétaire des produits agricoles vivriers et des cultures de rentes, rentabilisation maximale de la production agricole, dans le but d'éviter l'augmentation drastique des superficies défrichées,

Accès à des formes de crédit alternatives car jusqu'à présent le FIMAC ne fonctionne pas du tout, malgré une attente forte exprimée par les cultivateurs. Mise en place d'études économiques et sociales sur les besoins et des possibilités sociales, culturelles et économiques d'implantation de ces crédits. Amélioration de la «chaîne du froid» pour l'écoulement et la vente de poisson vers les villes.

A court terme :

Ouvrir (par le biais d'une bonne piste) le marché local à la concurrence, afin de briser les monopoles existants, et améliorer les conditions de négociation des prix de vente, au bénéfice des producteurs.

L'AGRICULTURE ET LA BIODIVERSITÉ

Les Ntumu vivent en équilibre avec la forêt, c'est-à-dire sans lui porter préjudice car :

- La densité de population est faible ce qui rend l'agriculture non destructrice (la capacité de charge de l'agriculture itinérante sur brûlis est de 30 habitants au km² (Bahuchet et de Maret, 1994).
- La destruction du milieu par déforestation de la forêt primaire est limitée car l'agriculture est essentiellement vouée à la subsistance
- Certaines pratiques traditionnelles, bénéfiques à la régénération de la forêt, reposent sur une grande connaissance du milieu et des limites à respecter : temps de jachère, durée de culture, arbres laissés dans les champs, agroforêts cacaoyères.

L'AGRICULTURE NTUMU EST EN ACCORD AVEC LE MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ MAIS...

l'introduction de nouvelles cultures et de nouvelles stratégies de rente, comme l'appauvrissement de la biodiversité des cultures, peut entraîner des changements profonds sans garantir la pérennité du système.

Recommandations

A long terme :

Décourager l'introduction de nouvelles cultures de subsistance ou de rente, susceptibles de modifier les pratiques traditionnelles en relation avec le temps de jachère et le maintien du couvert forestier.

Encourager le maintien d'un pseudo-couvert arboré dans les cacaoyères et les champs vivriers. Celui-ci favorise très nettement la régénération forestière et augmente la capacité de charge du système. L'introduction de l'arachide, plante de soleil, a malheureusement entraîné la raréfaction des arbres normalement respectés, donc l'abaissement du potentiel de restauration de la fertilité du sol.

Encourager la jachère. Il faut maintenir, voir même en augmenter la rentabilité végétale et animale, par la valorisation des produits forestiers secondaires, comme le vin de palme, le rotin, les arbres fruitiers, le petit gibier ...

Favoriser l'implantation d'agrosystèmes tels que les cacaoyères, qui agissent sur le maintien du couvert forestier, tout en assurant une production rentable et diversifiée, très appréciée par les cultivateurs. Il nous semble de ce fait important de développer des études sur les agroforêts, afin de mieux comprendre leur fonctionnement et d'améliorer durablement la gestion des cultures de rente.

A court terme :

Établir une concertation intense entre les services de la vulgarisation agricole et les cultivateurs afin de valoriser au mieux l'utilisation des produits phytosanitaires et les recommandations agronomiques (parfois inadaptées) dans un contexte culturel particulier. Assurer un meilleur accès aux intrants clés : machettes, limes, produits phytosanitaires les plus demandés, variétés de cacao tolérantes à l'ombrage des systèmes agroforestiers diversifiés si cher aux populations Ntumu

Aide à la réhabilitation concertée des anciennes cacaoyères ainsi que les anciennes plantations d'hévéa, selon le vœu des planteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Allan, W.**, 1972. Ecology, techniques and settlement patterns. In *Man Settlement and Urbanism*, eds. Ucko, P.J., R. Tringham and G. W. Dimbleby, Londres.
- Alexandre, P. J. Binet**, 1958. *Le groupe dit Pahouin (Fang, Boulou, Beti)*. Collection Monographies ethnologiques africaines de l'Institut International Africain. Paris, Presse Universitaire de France.
- Alexandre, P.**, 1962. Rapport de mission ethno-linguistique au Sud-Cameroun. *Cahier d'Études Africaines* 2 (8).
- Alexandre, P.**, 1965. Protohistoire du groupe Beti-Bulu-Fang : essai de synthèse provisoire. Paris, *Cahier d'Études Africaines* 5 (20).
- Bahuchet, S. & P. de Maret**, 1994. *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*, ed. S. Bahuchet, Bruxelles, Paris : LACITO/ULB, projet CCE, DGXI Environnement.
- Balandier, G.**, 1950. «Aspects de l'évolution sociale chez les Fang du Gabon». *Cahiers Internationaux de Sociologie* (9).
- Bates, G.L.**, 1926. Handbook of bulu. The Halsey Memorial Press.
- Bernard, O.**, 1998. *Mesure et perception de la malnutrition dans une population d'enfants de 0 à 6 ans du Sud Cameroun*. Mémoire de D.E.A. d'Anthropologie, option anthropologie biologique, Marseille : Université de la Méditerranée.
- Bernard, O., C. Molines, H. Pagezy & D. Bley**. 1999 à paraître. Démographie et santé dans la région du Ntem (Sud-Cameroun). In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Bernard, O., H. Pagezy & D. Bley**. 1999 à paraître. Perception de la malnutrition chez l'enfant préscolaire dans la vallée du Ntem (Sud-Cameroun). In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Bertaut, M.**, 1935. *Le droit coutumier des Boulous. Monographie d'une tribu du Sud Cameroun*. Paris, Études de sociologie et d'ethnologie juridique (22).
- Binet, J.**, 1968. Activité économique et prestige chez les Fang du Gabon, *Tiers Monde* (9).
- Bley, D., L. Mudubu Konande & H. Pagezy**, 1999. *Structure et dynamique d'une population forestière du Sud-Cameroun*. Travaux et Documents publiés par l'IFORD, Yaoundé: Les Cahiers de l'IFORD, n°24, IFORD-APFT.
- Bouly de Lesdain, S.**, 1998. Sexualité et procréation chez les Mvae (Cameroun). *Autrepart* 7.
- Carrière, S.**, 1999. «Les orphelins de la forêt». Influence de l'agriculture itinérante sur brûlis des Ntumu et des pratiques agricoles associées sur la dynamique forestière du sud Cameroun. Thèse de doctorat. Université des Sciences et Techniques du Languedoc, Montpellier.
- Carrière, S. & D. McKey.** 1999 à paraître. Les grands arbres épargnés dans les champs : un moteur de régénération. Étude d'une pratique agricole au Sud-Cameroun., In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Champaud, J.**, 1973. Atlas Régional Ouest II, République Unie du Cameroun - commentaire des cartes. Yaoundé : ORSTOM.
- Chardonnet, Ph.**, ed. 1995. *Faune sauvage africaine – la ressource oubliée*. Luxembourg : Office des Publications Officielles des Communautés Européennes.
- Cogels, S. & P. Pasquet**, 1999 à paraître. Gestion du temps et mobilité spatiale chez les Ntumu du Sud-Cameroun. In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Courade, G.**, ed. 1994. Le village camerounais à l'heure de l'ajustement. Paris : Karthala.
- Dethier, M.**, 1997. Étude chasse villageoise: Forêt de Ngotto, In *La chasse villageoise, Synthèse des études réalisées durant ECOFAC I* Cameroun, Congo et RCA, ed. W. Delvingt, Agreco-CTFT.
- Diaw, C.M.**, 1997, SI NDA BOT AYONG : culture itinérante, occupation des sols et droits fonciers au Sud-Cameroun. Réseau foresterie pour le développement rural, Doc 21

- Dounias, E.**, 1993. *Dynamique et gestion différentielles du système de production à dominante agricole des Mvae du Sud Cameroun forestier*. Thèse de doctorat. Université des Sciences et Techniques du Languedoc, Montpellier.
- Dounias, E.**, 1999 à paraître. Le câble pris au piège du conservateur : technologie du piégeage et production cynégétique chez les Mvae du Sud-Cameroun. In *l'Homme et la forêt tropicale*. eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Dugast**, 1949. *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun*. Yaoundé: Mémoires de l'Institut Français d'Afrique Noire.
- Dnr**, 1992. Démo 87. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun. Vol III . Analyse préliminaire. Tome 9: Synthèse des rapports préliminaires. Yaoundé : Direction Nationale du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat.
- Eds**, 1991. *Enquête démographique et de Santé Cameroun. Rapport de synthèse*. Direction Nationale du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat 3 (2).
- Feer, F.**, 1996. Les potentialités de l'exploitation durable et de l'élevage du gibier en zone forestière tropicale. In *L'Alimentation en forêt tropicale. Interactions bioculturelles et perspectives de développement. Vol. I : ressources alimentaires*, eds. C.-M. Hladik, A. Hladik, H. Pagezy, O. Linares, G.J.A Koppert et A. Froment. Paris : UNESCO/MAB.
- Fernandez, J.W.**, 1961. Christian aculturation and Fang witchcraft. Paris, *Cahiers d'Études Africaines*, 6, II (2), Mouton : 244-270.
- Froment, A. & G. Koppert.**, 1999 à paraître. Malnutrition chronique et gradient climatique en milieu tropical. In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Ganyo, G. Y.**, 1985. L'organisation de l'espace agricole chez les Ntumu Beti du Woleu Ntem. *Muntu* (3): 41-68.
- Geschier, P.**, 1995. *Sorcellerie et politique en Afrique : la viande des autres*. Paris : Karthala.
- Gutelman, M.**, 1989. L'agriculture itinérante sur brûlis. Paris, *La Recherche*, 20 (216).
- Guthrie, M.**, 1967-70. Comparative bantu : an introduction to the comparative linguistics and prehistory of the Bantu languages. Londres, Gregg Press Ltd.
- Hammer, L. D.**, Kraemer H.C. Wilson D., Ritter P.L., S Dornbusch. 1991. Standardized percentile curves of body-mass index for children and adolescents. *American J. of diseases of children* 145.
- Hlaing, T.**, 1993. Ascariasis and childhood malnutrition. *Parasitology* 107.
- Johnson , A.**, 1975. Time allocation in a Machiguenga Community. *Ethnology* 14.
- Joiris, D.V.**, 1997. Introduction régionale. In *Les peuples des forêts tropicales. Systèmes traditionnels et développement rural en Afrique équatoriale, grande Amazonie et Asie du Sud-est*. Civilisations 44 (1-2).
- Koch, H.**, 1968. Magie et chasse dans la forêt camerounaise. Paris : Berger Levrant.
- Koppert, G., P. Pasquet et al.**, 1996. Consommation alimentaire dans trois populations forestières de la région côtière du Cameroun: Yassa, Mvae et Bakola. *L'Alimentation en forêt tropicale. Interactions bioculturelles et perspectives de développement. Vol. I : ressources alimentaires*, eds. C.-M. Hladik, A. Hladik, H. Pagezy, O. Linares, G.J.A Koppert et A. Froment. Paris : UNESCO/MAB.
- Laburthe-Tolra, P.**, 1981. Les seigneurs de la forêt - essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes ethniques des anciens Beti du Cameroun. Paris : Sorbonne, tome 1.
- Laburthe-Tolra, Ph.**, 1985. Initiations et sociétés secrètes au Cameroun - essai sur la religion beti. Paris : Khartala, 437 p.
- Laburthe-Tolra, Ph.**, 1985. Le mevungu et les rituels féminins à Minlaaba. In *Femmes du Cameroun - Mères pacifiques, femmes rebelles*. ed Barbier J-C., Paris : ORSTOM-KARTHALA.
- Laburthe-Tolra, Ph., & C. Falgayrettes-Leveau**, 1991. Fang - Les Pahouins (Extraits) de G. Tessmann. Paris, Musée Dapper.
- Laburthe-Tolra, Ph.**, 1992. Les statuettes fang sont-elles des portraits d'ancêtres ou des esprits protecteurs ? *La Recherche*, (23).

- Lahm, S.**, 1996. Utilisation des ressources forestières et variations locales de la densité du gibier dans la forêt du nord-est du Gabon. In *L'Alimentation en forêt tropicale. Interactions bioculturelles et perspectives de développement. Vol. I : ressources alimentaires*, eds. C. M. Hladik, A. Hladik, H. Pagezy, O. Linares, G.J.A Koppert et A. Froment. Paris : UNESCO/MAB.
- Leplaideur, A.**, 1985 Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Sud-Cameroun. Montpellier, CIRAD-IRAT, 615 p.
- Leroy, E.**, 1996 La théorie des maîtrises foncières. In *La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Paris : Karthala.
- Letouzey**, 1985. Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500 000°. Document T.V. pour légende feuille B et cartes 3, 5 et 6. Toulouse : Institut de la Carte Internationale de la Végétation.
- M'Bal**, 1938. Essai sur le droit coutumier pahouin. *Recherches Congolaises* (25).
- Mbana, J.**, 1994. Movimiento migratorio de losFang. Tesis Doctoral, Facultad de Filosofia, Departamentode Antropologia, Univ. Nac. Educacion a Distancia (UNED), Espana.
- Mudubu, L.**, Akoto, E. et D. Bley. 1999 à paraître. Typologie des ménages de la boucle du Ntem, Sud-Cameroun. In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- Ndong, F.**, 1970. Les préparatifs de chasse chez les Fang d'autrefois. *Liaison* (49-50).
- Ngema, I.**, 1969. *Le nom dans la tradition et la législation gabonaise* (essai de droit coutumier Ntumu). Thèse de droit (Paris).
- Ngema, I.**, 1970. La terre dans le droit traditionnel Ntumu (Gabon). *Revue Juridique et Politique* (24).
- Nzala, A.B.**, 1987. *La sexualité vécue chez les jeunes Ntomba de Bikoro*. Mémoire de graduat de l'IPN, section Sciences Humaines, Kinshasa/Binza.
- Pagezy, H., D. Bley, & O. Bernard**, 1999. Fécondité et comportements féconds dans la boucle du Ntem (Sud Cameroun) : analyse diachronique. Communication au Séminaire International sur Santé de la Reproduction en Afrique, ENSEA/IRD, Abidjan, 9-12 novembre.
- Pagezy , H., N. Vernazza-Licht, D. Bley, R. Boudigou & O. Bernard**. 1998. Risque actuel et risque potentiel de l'épidémie de sida : le cas des régions forestières d'Afrique Centrale (Zaïre - Cameroun). *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris* 10 (1-2).
- Panyella Gomez, A.**, 1951. Notas de tipologia cultural. La casa y el poblado fang (Guinea Espanola). *Archivos del Instituto de Estudios Africanos* (16).
- Panyella Gomez, A.**, 1958. El Individuo y la sociedad fang. *Archivos del Instituto de Estudios Africanos* (46).
- Panyella Gomez, A.**, 1959. *Esquema de etnologia de losFang Ntumu de la Guinea Espanola*. Archivos del Instituto de Estudios Africanos, Madrid.
- Panyella Gomez, A.**, 1963. El proceso de transformacion de la cultura fang y sus problemas. *Archivos del Instituto de Estudios Africanos* (66).
- Panyella Gomez, A. A. & J. S. SabaterPi**, 1957. Los cuatro grados de la familia en los Fang de la Guinea espanola, Camarones y Gabon. *Archivos del Instituto de Estudios Africanos* (40).
- Pasquet, P. & G.A. Koppert**, 1993. Daily activity patterns and energy expenditure in cameroonian tropical forest populations. In : *Food and nutrition in the tropical forest: biocultural interactions and applications to development*, eds Hladik C.M., Pagezy H., Linares O.F., Hladik A. et Hadley M. Man and the Biosphere series, 13, Paris : Unesco.
- Ratard , R.C., L.E. Kouemeni, M.M. Ekani Bessala, C.N. Ndamkou, M.T. Sama, & M.T. Cline**, 1991. Ascariasis and trichuriasis in Cameroon. *Trans. Royal Soc. Trop. Med. Hyg.*, 85.
- Retel-Laurentin, A.**, 1974. Infécondité en Afrique Noire. Maladies et conséquences sociales. Paris : Masson.
- Sabater, PI, J. S., C. Groves**, 1972. The importance of the higher primates in the diet of the Fang of Rio Muni. *Man* (7).
- Sala Dliakanda, M.**, 1988. L'infécondité de certaines ethnies. In *Population et Sociétés en Afrique au sud du Sahara*. ed D. Tabutin Paris : L'Harmattan.

- Santoir, Ch.**, 1992. *Sous l'empire du cacao - étude diachronique de deux terroirs camerounais*. Paris : ORSTOM, Collection "À travers champs".
- Suchel, J.B.**, 1972. La répartition et les régimes pluviométriques au Cameroun. *Travaux et Documents de Géographie Tropicale* 5.
- Tessmann, G.**, 1913. *Die Pangwe - Völkerkundliche Monographie eines westafrikanischen Negerstammes - Ergebnisse des Lübecker Pangwe-Expedition 1907-1909 und früherer Forschungen 1904-1907*. Berlin : Ernst Wasmuth.
- Trefon, Th. & L. Defo.**, 1998. *Le rotin peut-il sauver la faune ?* Briefing APFT, n°10.
- Vansina, J.**, 1990. *Paths in the rainforests : toward a history of political tradition in Equatorial Africa*. Madison : University of Wisconsin Press.
- Vernazza-Licht, N.**, 1999 à paraître. Usages des préservatifs et gestion de la sexualité dans une population forestière du Sud-Cameroun. In *l'Homme et la forêt tropicale*, eds. D. Bley, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht . Grasse : éditions du Bergier, SEH/APFT.
- De Wachter, P.**, 1996. Economie et impact spatial de l'agriculture itinérante Badjoué (Sud-Cameroun). *Civilisations* 44 (1-2).
- Weber, J.**, 1977. Types de surproduit et forme d'accumulation. La province cacaoyère du Centre Sud Cameroun. In *Essai sur la reproduction des formations sociales dominées*. Paris : ORSTOM, Collection "Travaux et Documents", 64.

NOTES

- 1 Les recherches d'APFT, en ce qui concerne l'agroécologie, l'écologie et l'écoanthropologie, ont été menées dans les villages de Nkongmeyos et Mvi'ilimengalé, la biodémographie dans 13 villages de la piste reliant Ma'an à Nyabizan, la psychologie dans les villages de la boucle du Ntem, entre Ntem-Assi en contre bas de la rivière, jusqu'à Nyabizan, ainsi que dans la petite ville de Ma'an. Ces villages sont tous situés dans la sous-préfecture de Ma'an, département de la Vallée du Ntem, arrondissement d'Ambam, cantons de Mvae Ouest et Ntumu Centre.
- 2 La description des saisons par les Ntumu correspond strictement à ce schéma.
- 3 Fonds de la Banque Mondiale pour des micro-projets ruraux, financements GTZ pour les forages d'eau potable, aménagement de puits grâce à un ministre originaire de la région et par la Coopération Japonaise.
- 4 La gestion de la caisse est particulièrement délicate lorsque le directeur est originaire du même village et subit l'influence de son clan.
- 5 par la mise en chantier d'édifices religieux imposants.
- 6 On peut citer comme exemples les infractions au droit de propriété ou d'usage sur le sol et l'eau, les infractions aux interdits de relations sexuelles ou alimentaires, etc
- 7 Des sanctions d'ordre religieux appliquées aux méthodes prédatrices les plus radicales, telles la chasse collective au filet ou la pêche féminine à l'écope aboutissaient notamment à freiner le caractère destructeur de ces dernières (Laburthe-Tolra 1981, et cf Pagezy 1996 pour la RDC).
- 8 l'unité de production passant dès lors de la famille élargie à la famille nucléaire
- 9 Si l'on se base sur les données publiées dans la Revue de géographie du Cameroun (Beauvilain 1987 et Dongmo 1991), les chiffres sont quelque peu discordants bien que de même ordre de grandeur; ceci met en évidence le caractère approximatif des données administratives publiques. Il est globalement admis que la sous-estimation du RGPH est de l'ordre de 20 %.
- 10 La stérilité primaire fait référence aux femmes qui n'ont mis au monde aucun enfant vivant, au mieux des fausses couches répétées ou des morts nés ; elle s'oppose à la stérilité secondaire qui survient à la suite d'une période de fécondité normale.
- 11 Le lévirat est le mariage d'une veuve avec le jeune frère du défunt mari. Dans les faits, cette femme a un statut inférieur à celui des épouses légitimes.
- 12 Si la plupart des maris cessent de "poursuivre" leur femme après la ménopause comme le veut la coutume (Bouly 1998), certaines femmes disent accepter des relations sexuelles tardives afin de ne pas se voir imposer de deuxième épouse.
- 13 Comme au Zaïre (Nzala 1987), la culture ne prévoit pas d'éducation sexuelle explicite de la part des parents.
- 14 L'histoire génésique d'une femme réfère à la succession et au devenir des grossesses.
- 15 Les destinations les plus fréquentes sont les métropoles comme Libreville, Douala ou Yaoundé
- 16 Citons comme motivation, la consultation auprès de centres hospitaliers et de tradithérapeutes.

- 17 Il est d'usage d'emporter des denrées vivrières destinées à son hôte ; ces denrées peuvent aussi servir de monnaie d'échange pour payer le voyage du retour.
- 18 L'épouse vient s'installer chez son mari.
- 19 Les conjoints sont originaires du même arrondissement
- 20 On retrouve auprès des agents de santé les mêmes problèmes de gestion que dans le cas de l'école, amplifiés par le fait d'être originaire de la zone, donc de subir l'influence du clan.
- 21 Les agents de santé sont formés à l'administration des premiers soins par le médecin-chef; lorsque leurs compétences sont dépassées, ils dirigent les patients vers l'hôpital ; ils assistent les équipes de vaccination et de vulgarisation sanitaire dans les villages. Ils élisent le pharmacien de Ma'an, et répondent de sa gestion du stock de médicaments devant l'entité provinciale.
- 22 Ils ne sont approvisionnés qu'en sels de réhydratation orale. Les chercheurs APFT ont assuré, le temps de leur présence, un soutien médical aux villages.
- 23 Il y a une dizaine d'années a eu lieu une grande campagne d'information sur le Sida dans les villages, non renouvelée. La seule information actuellement reçue provient de la radio et dans les villages Mvae, de causeries suscitées par le pasteur à l'occasion de grandes réunions religieuses. De leur côté, les chercheurs APFT ont mené, avec l'aide du PNLS (Mrs Delon et Abessolo) et du PMS (Mr Kwrite), une recherche-action sur l'usage des préservatifs. Les deux volets de cette recherche ont consisté d'une part, à la mise au point d'un réseau de vente informelle comme méthodologie d'étude, d'autre part à compléter les entretiens auprès des femmes de l'enquête "fécondité et gestion de la sexualité", par une démonstration sur l'utilisation du préservatif avec remise de condoms le cas échéant, une explication du cycle féminin, une information sur les disponibilités locales en matière de contraception et de prévention des MST-SIDA.
- 24 La principale circonstance autorisant son usage dans un contexte de relation légitime est la période d'allaitement, afin d'éviter le " viol de l'enfant ", son " empoisonnement " par le sperme.
- 25 La mobilité géographique est représentée par la mobilité temporaire et les migrations vers des zones de forte prévalence (villes, sociétés forestières (cf supra) ; la mobilité sexuelle par la mobilité conjugale et le multipartenariat simultané et successif.
- 26 Les filaires sont des vers transmis par des mouches piqueuses
- 27 La spénomégalie correspond à l'augmentation de volume de la rate en réponse notamment aux contraintes de l'environnement parasitaire.
- 28 Il s'agit d'arbres conservés lors de l'abattage.
- 29 Au sens clinique du terme alcoolisme signifie " la prise d'alcool ".
- 30 Les pêches à la nivrée utilisent des poisons ichtyotoxiques comme *Tephrosia vogelii* (Papilionaceae).
- 31 La consommation moyenne (viande et poisson confondus) , calculée sur un an, est de 1,6 kg par jour , pour un foyer de 9 personnes (Enquêtes chasse et pêche, Mvi'ilimengalé, 1998)
- 32 L'utilisation de ces feuilles (une petite dizaine) a été relevée dans la préparation des repas principaux avec une fréquence de 10 % (enquête alimentaire qualitative).
- 33 Plantes cultivées ou collectées en priorité pour l'usage alimentaire de leurs feuilles.
- 34 Une femme adulte y consacre en moyenne annuelle, 5,4 heures / jour (Spot-checking, Mvi'ilimengalé, 1997-98)
- 35 Les Mvae reprochent aux Ntumu d'être peu enclins à marier leurs filles avec eux, ce qui ne se vérifie pas dans les données de population. A Mvi'ilimengalé (village Ntumu), 40% des unions comptent une épouse Mvae (Cogels à paraître), tandis que seuls 1 à 9% des mariages Mvae de la boucle du Ntem se font avec une femme Ntumu (Dounias 1993), alors que le niveau d'endogamie de la zone d'étude est de 35 % (Bley et al. 1999).
- 36 Elle ne concerne que 2 % des champs d'arachides et ce sont en général les foyers de personnes âgées ou ceux pour qui la main d'œuvre fait défaut qui la pratiquent (plus une forêt est âgée plus elle exige de travail pour être défrichée).
- 37 Par la chute de leurs feuilles, fruits, graines, ils améliorent la fertilité du sol.
- 38 La route avait été partiellement refaite lorsque le ministre de la défense était originaire de Nyabissan en 97 ; par ailleurs, avant l'arrivée d'APFT dans la région, il avait été annoncé aux populations, la construction prochaine d'un barrage sur le Ntem ; depuis et malgré l'absence d'information complémentaire, les communautés continuent à l'espérer fortement
- 39 Le barrage transformerait toute la zone située en amont des chutes de Memve'ele en une vaste retenue d'eau qui inondera une partie des villages et des terroirs d'activités.
- 40 Le préservatif est disponible en permanence à Ma'an, distant de 30 km des villages les plus éloignés. Des colporteurs en proposent à l'occasion de passages, mais on ne peut garantir leur état de conservation.
- 41 Ensemble des organismes pathogènes d'un écosystème.
- 42 I.E.C : Information, éducation, communication



Les Ntumus construisent sur les affluent du Ntem de grands barrages filtrants qui retiennent les poisson à l'occasion de crues. - Cameroun - 1994 - (Cliché S. Bahuchet).



Madeleine roule de la pulpe de manioc dans des feuilles pour en faire des "batons" qui, après cuisson, se conservent plusieurs jours. Village Nkong Meyos - Cameroun - 1995 - (Cliché S. Bahuchet).